

LUNDI 4 SEPTEMBRE 2017

"L'espoir est le beau mensonge de la vie (George Steiner)"

- = Croissance exponentielle, ennuis imminents à prévoir (Biosphere) p.1
- = La Terre perd la boule car trop chaude et trop peuplée (Biosphere) p.3
- = S'adapter à +5°C avec des centaines de millions de morts (Biosphere) p.3
- = PLUS DE JUS... (Patrick Reymond) p.5
- = Rendements décroissants (James Howard Kunstler) p.6
- = Comment tout va s'effondrer – La fin des énergies industrielles (et le mythe des renouvelables) p.7
- = Une brève contre-histoire du "progrès" et de ses effets sur la santé de l'être humain p.20
- = Fumée et feu (James Howard Kunstler) p.24
- = Quand les Fake News tuent (Ugo Bardi) p.27
- = Tout va selon le plan (Dmitry Orlov) p.30
- = Pourquoi la disparition de la biodiversité est vraiment inquiétante (Clément Fournier) p.33
- = Brésil, exploitation minière et biodiversité p.37
- = 133 milliards de tonnes de carbone des sols perdus depuis les débuts de l'agriculture p.43

SECTION ÉCONOMIE

- = Le dollar américain est-il au bord de l'implosion ? p.47
- = Au 31 Août 2017, près de 102 MILLIONS d'américains sont toujours sans emploi p.49
- = Les USA à un mois du défaut de paiement p.54
- = Où sont les nouveaux emplois ? (Bill Bonner) p.55
- = Du travail ou de la richesse ? (Simone Wapler) p.58
- = Guerre de la monnaie : faites vos jeux, rien ne va plus ! (Simone Wapler) p.60
- = Le retour prochain d'une crise ? (Nicolas Perrin) p.62



Croissance exponentielle, ennuis imminents à prévoir

Biosphere 02 septembre 2017

L'astrophysicien Roland Lehoucq* estime qu'une consommation exponentielle des ressources naturelles épuisera beaucoup plus vite que nous l'imaginons le potentiel de la Terre. Il n'est pas le premier à le dire, déjà Malthus en 1798 montrait les méfaits de l'augmentation exponentielle de la population humaine : « *Lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doubler tous les vingt-cinq ans, et croît de période en période selon une progression géométrique* (autre expression pour dire évolution exponentielle) ». Le rapport au club de Rome de 1972 dénonçait aussi les exponentielles : « *L'un des mythes les plus communément acceptés de la société actuelle est la promesse que la poursuite du processus de croissance conduira à l'égalité de tous les hommes. Nous pouvons démontrer au contraire que la croissance exponentielle de la population et du capital ne faisait qu'accroître le fossé qui sépare les riches des pauvres à l'échelle mondiale. Dès que l'on aborde les problèmes relatifs aux activités humaines, on se trouve en effet en présence de phénomènes de nature exponentielle. Considérant le temps de doublement relativement court de nombreuses activités humaines, on arrivera aux limites extrêmes de la croissance en un temps étonnamment court.* » Révisons un peu nos mathématiques.

Le « taux de croissance » s'exprime habituellement sous forme d'un pourcentage : un taux de croissance de 7 % par an signifie que la grandeur est multipliée par 1,07 chaque

année. Si le taux de croissance annuel n'est pas trop grand, disons inférieur à 10 %, la durée de doublement s'obtient grâce à une approximation simple : exprimée en années, elle est à peu près égale au quotient de 70 par le taux de croissance. Ainsi la durée de doublement d'une grandeur ayant une croissance annuelle de 7 % est voisine de $70/7 = 10$ ans. Le PIB de la Chine connaît ce genre d'expansion démesurée. L'humanité est dans la situation d'une colonie de bactéries dont les besoins doublent régulièrement. Initialement insouciantes, elles s'imaginent que tout va pour le mieux sous prétexte qu'elles ne prélèvent qu'une fraction des ressources de leur boîte de culture. En réalité, dès que la colonie occupera la moitié de sa boîte, elle saturera son espace vital en une ultime durée de doublement bien qu'elle dispose encore de l'équivalent de tout ce qu'elle a consommé dans le passé. C'est ce que montre la parabole du nénuphar. Imaginons un nénuphar planté dans un grand lac qui aurait la propriété de produire, chaque jour, un autre nénuphar. Au bout de trente jours, la totalité du lac est couverte et l'espèce meurt étouffée, privée d'espace et de nourriture. Question : Au bout de combien de jours les nénuphars vont-ils couvrir la moitié du lac ? Réponse : non pas 15 jours, comme on pourrait le penser un peu hâtivement, mais bien 29 jours, c'est-à-dire la veille, puisque le double est obtenu chaque jour. Si nous étions l'un de ces nénuphars, à quel moment aurions-nous conscience que l'on s'apprête à manquer d'espace ? Au bout du 24ème jour, 97% de la surface du lac est encore disponible et nous n'imaginons probablement pas la catastrophe qui se prépare et pourtant nous sommes à moins d'une semaine de l'extinction de l'espèce**... Le cerveau humain semble difficilement saisir les propriétés d'une croissance exponentielle.

Dernier exemple sur un échiquier. Une légende des Indes raconte que le roi Belkib, satisfait par le jeu d'échecs présenté par le sage Sissa, demanda ce qu'il souhaitait en échange. Sissa dit au roi de poser un grain de riz sur la première case de l'échiquier, deux sur la deuxième, quatre sur la troisième, et ainsi de suite en doublant le nombre de grains à chaque case, et réclama l'ensemble des grains déposés sur la 64e et dernière case du jeu. Le roi croyait pouvoir accorder cette récompense sans se douter que tous les royaumes de la Terre mettraient des siècles à produire la quantité de riz correspondant à la récompense demandée. L'ampleur phénoménale d'une quantité doublée 63 fois de suite avait complètement échappé au souverain. L'humanité est en train de vivre dans le réel les conséquences de la fable du roi Belkib. Croire que la solution à tous nos problèmes passe par une croissance renouvelée en permanence est un leurre qui oublie que la Terre est un système fini que notre croissance exponentielle épuisera beaucoup plus vite que nous l'imaginons. Il existe des lois qui ne se votent pas à l'Assemblée, contre lesquelles nul n'aura raison et dont l'ignorance peut conduire à de graves ennuis. La nature ne négocie pas.

* LE MONDE sciences du 12 juillet 2017, *A croissance exponentielle, ennuis imminents*

** Albert Jacquard, *L'Equation du nénuphar* (Calmann-Lévy, 1998)

La Terre perd la boule car trop chaude et trop peuplée

Biosphere 03 septembre 2017

Dame Nature n'est que chimie, biologie et physique. Tout ce qu'elle fait n'est que la somme de ces trois éléments. Elle est complètement amoral, elle se moque de la poésie, de l'art ou de savoir si vous allez à l'église. Vous ne pouvez pas négocier avec elle, vous ne pouvez pas échapper à ses règles. Tout ce que vous pouvez faire, c'est vous adapter en tant qu'espèce. Et quand une espèce n'apprend pas à s'adapter à Dame Nature, elle se fait éjecter. C'est aussi simple que ça (p.167).

Traverser la vie sans pouvoir sentir une fleur, nager dans une rivière, cueillir une pomme à l'arbre ou contempler une vallée au printemps, c'est aussi ne plus être tout à fait vivant. Certes, nous leur trouverions des substituts, mais rien n'égalerait la perfection, la beauté, les couleurs et la complexité de la nature, sans laquelle nous serions, littéralement, moins humains (p.171).

L'engagement suppose la responsabilité envers le monde naturel. Il découle de l'émerveillement et du respect que nous inspirent la diversité de la vie et la majesté de la nature. Cette curatelle implique une responsabilité à l'égard des générations futures, de ceux qui habiteront ces lieux après nous. Il existe au sein du mouvement environnemental une aile anticapitaliste, anticonsumériste, prônant le retour à la nature. C'est peut-être réalisable, et cette issue n'est pas exclue (p.227).

Même si nous nous bornons à découvrir des sources d'électrons propres et à nous débarrasser des molécules de CO₂, l'avenir ne sera pas pour autant assuré. Nous avons besoin de forêts saines, de rivières propres et de sols productifs. Il faut en prendre soin pour leur valeur intrinsèque. Il est indispensable d'aller au-delà des arguments économiques, ou même pratiques, et de revenir au contact de la plus profonde de toutes les vérités : le vert est une valeur qui doit être préservée en soi et pour soi. Elle ne contribue certes pas à gonfler notre compte en banque, mais elle enrichit notre existence. Au bout du compte, c'est tout l'enjeu d'une éthique de la conservation (p.373)

extraits de « *La Terre perd la boule (trop chaude, trop plate, trop peuplée)* » de Thomas L.Friedman (éd. Saint-Simon, 2009). L'auteur est éditorialiste au New York Times. Il porte les mêmes analyses que les Français Yves Cochet ou Jean-Marc Jancovici sur l'état désastreux de notre planète. Il fait implicitement référence à la philosophie de l'écologie profonde (l'amour de la nature).

S'adapter à +5°C avec des centaines de millions de morts

Biosphere 04 septembre 2017

Pourquoi s'inquiéter ? En fait, 5°C de hausse de la température moyenne du globe, c'est à peu près ce qui s'est produit quand notre planète est passée de la dernière ère glaciaire, qui a connu son point le plus froid il y a 20 000 ans environ, au climat actuel (avant le début du réchauffement d'origine humaine). Ces 5°C de plus ont suffi pour faire monter le niveau de l'océan de 120 mètres et changer la végétation ainsi que la répartition des écosystèmes. Et alors ? Nos ancêtres se sont bien adaptés à cette évolution puisque nous sommes là ! Mais s'adapter, à l'époque, n'était pas exactement s'adapter à l'heure

actuelle. Les humains n'étaient que quelques millions sur la planète, il vivaient par groupes de quelques dizaines d'individus seulement, n'étaient pas sédentarisés (et donc facilement mobiles), n'avaient pas grand-chose à transporter avec eux quand ils pliaient la tente, et surtout le chef ne demandait pas vraiment l'avis de ses administrés avant de décider si on allait s'installer ailleurs. En outre l'Insee de l'époque ne dit pas quelle fraction de l'espèce a laissé sa peau à l'occasion de ces migrations pour la survie. Rappelons que la perpétuation d'une espèce s'accommode fort bien d'une division par deux du nombre de ses représentants, comme les grandes pestes du Moyen Age l'ont prouvé un peu partout.

Au vu de cet élément de référence (5°C en plus), il est facile de comprendre qu'une hausse de même ampleur, qui surviendrait 50 à 100 fois plus rapidement et serait appliquée à une humanité sédentaire de quelques milliards d'individus, ne serait pas une partie de plaisir. Tout d'abord, le déménagement pour quitter un lieu devenu inhospitalier sera moins facile qu'autrefois : nous avons mis des siècles à construire une quantité incommensurable d'objets de toute nature – villes, réseaux de communication, usines, etc. – que nous ne pourrions pas prendre sur notre dos pour nous installer ailleurs. S'en aller signifie donc perdre tout cela, et repartir de pas grand-chose. Combien de morts si, en migrant, nous perdons logements, moyens de transport, hôpitaux, usines et silos à grains ? Et puis partir pour aller où ? Un lieu hospitalier ailleurs, il y aura déjà quelqu'un qui, selon toute vraisemblance, sera à moitié ravi de voir arriver du monde en masse, et sera probablement tenté de l'empêcher par tous les moyens. Et s'il n'y a personne, alors il n'y aura pas d'infrastructures, et le retour au Moyen Age ne sera pas une vue de l'esprit.

Le plus grand danger n'est pas l'effet physique d'une hausse des températures sur nos organismes. Après tout les Bédouins vivent avec des températures dépassant les 40°C dans la journée et les Inuits passent l'hiver boréal dans un igloo. Ce qu'il faut comprendre, c'est que la température moyenne n'est que le marqueur d'un changement global qui affaiblira nombre des composantes nécessaires à notre survie ou à notre bien-être. En particulier une chose est indispensable avant toute autre pour les animaux que nous sommes : manger. Or la dérive climatique va affaiblir le rendement des cultures et cela a déjà commencé. Quand nos esclaves mécaniques et chimiques deviendront de moins en moins disponibles, alors que sécheresses, inondations et ravageurs de toute nature se manifesteront de plus en plus souvent, le retour de sérieux problèmes d'alimentation n'est pas du tout à exclure.

Jean Marc Jancovici ([*Dormez tranquilles jusqu'en 2100*](#), réédition 2017 en livre de poche) [NYOUZ2DÉS: lu]

PLUS DE JUS...

Patrick Reymond 1 septembre 2017

[Même l'exploitation pétrolière](#), en dehors des USA, pose problèmes.

les débilés mentaux profonds et incurables vous diront que la chute de la production pétrolière au Venezuela est due à l'incurie du gouvernement, et à la chute de

l'investissement.

La complexité n'est pas leur fort. Et la géologie encore moins.

Le gisement géant de Kashagan sur la Caspienne est à peine effleuré, tant il est complexe à exploiter, même par la totalité des majors réunis.

Le pétrole lourd de l'Orénoque est un énorme réservoir. Mais le problème est qu'on ne sait toujours pas y mettre un robinet adéquat pour maintenir la société actuelle.

Au Pays Bas, c'est Groningen qui pose problème. c'est bien beau de produire 5 milliards d'euros de gaz, quand 80 000 procès s'annoncent. Mais inutile. C'est rien du tout, par procès, et même si ces procès sont gagnés, c'est tout de même la collectivité qui paiera les dégâts des tremblements de terre... Sans compter que le revenu NET est sans doute bien inférieur aux 5 milliards...

La rentabilité économique n'est plus là. Et comme on n'est pas aux USA, avec ses taux zéro, et une économie zombie, axée sur une dette en monnaie de réserve, c'est le patatrac.

En Norvège, le gouvernement, pour contrarier la baisse de 50 % de la production pétrolière (- 11 % d'ici 2019), voudrait forer vers les îles Lofoten.

On en attend 65 milliards (en tout), mais visiblement, ni écologiquement, ni économiquement, ce calcul ne se vérifie. Parce qu'il faut, pour exploiter de gros investissements, jamais rentable, et qu'il y existe déjà une activité économique : le tourisme, et que forages et tourisme, ça ne se marie pas trop bien ensemble.

Et le gain net s'il existe devrait s'avérer très modeste. Pas même de 5 milliards.

Question à 100 bolivars, est ce que cela vaut donc de seulement penser à l'exploitation ? La réponse est évidente et négative.

On y voit aussi la mécanique de destruction des empires s'y étaler en grand : les vieilles recettes, qui apportaient des bénéfices colossaux, au départ, en apportent de moins en moins, puis plus du tout, puis se révèlent coûteuses...

Comme dans toute faillite, l'exploitant finit par confondre chiffre d'affaire et bénéfice...

[D'ailleurs le PIB mondial](#) vient de commencer à piquer du nez... Du moins en \$ courants...

Sans doute est ce la reprise macronesque annoncée...

Rendements décroissants



[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 04 septembre 2017

Ces deux mots sont l'axe qui fait pivoter la vie aux Etats-Unis – et dans le reste du monde techno-industriel – vers les ténèbres. Ils représentent une infection des opérations

critiques de la vie de tous les jours, une sorte de maladie métabolique, qui nous force doucement vers le désordre et vers l'échec. Et ils sont tant omniprésents que nous échouons même à nous rendre compte de la défaillance qui se développe tout autour de nous.

Ces rendements décroissants sont majoritairement la conséquence de notre surinvestissement dans la complication de systèmes déjà complexes, comme par exemple le remplacement de la loi Glass-Steagall de 37 pages, qui réglementait autrefois les opérations bancaires aux Etats-Unis, par la loi Dodd-Frank, elle-même composée de 848 pages ne représentant seulement que les grandes lignes de 22.000 pages de contenu réglementaire – le tout rédigé par des lobbyistes bancaires, qui n'ont pas jugé important de remplacer la règle la plus importante établie par Glass-Steagall : la séparation des opérations bancaires commerciales et du trafic de titres. Dodd-Frank a été un acte ahurissant de détournement de l'attention du public, un écran de fumée impénétrable de jargon légal au service du racket.

Pour Wall Street, Dodd-Frank a aggravé les conditions qui ont forcé les indices boursiers à ne se déplacer que dans une seule direction, à la hausse, pendant neuf années consécutives. Sur la même période, l'économie des Etats-Unis, composée de vrais individus et de vrais produits, n'a cessé de décliner, ainsi que le pourcentage de personnes au travail, les revenus de ceux qui travaillent encore, le nombre d'individus suffisamment chanceux pour travailler à plein temps, et le nombre de gens capables d'acheter de la nourriture sans l'aide du gouvernement ou encore de payer leur loyer ou d'envoyer un enfant faire ses études.

Quand cette tension morbide finira par tout faire éclater, ce ne sera pas que les gestionnaires de fonds de couverture des Hamptons qui en souffriront. Le système financier global en paiera les frais, et notamment les devises (dollar, euro, yen, renminbi, livre sterling) qui devront rapidement être réévaluées, ainsi que les biens libellés dans ces devises. Quand nous en arriverons là, le monde s'éveillera à une nouvelle réalité de possibilités réduites pour ses quelques 7 milliards d'habitants.

Ces mêmes surinvestissements dans la complication de systèmes déjà complexes ont donné vie au racket colossal de la santé (autrefois appelé « médecine »), au cas où vous vous demanderiez pourquoi la salle d'attente de votre médecin ressemble de plus en plus au bureau d'immatriculation des véhicules. Il est justifié de dire que les citoyens de ce pays n'ont jamais été en plus mauvaise santé, alors même qu'ils se trouvent escroqués plus que jamais par leurs « fournisseurs ». La conséquence éventuelle en sera un processus chaotique de simplification, à mesure que les corporations hospitalières, les compagnies d'assurance et les cabinets médicaux s'effondrent pour ne plus ressembler qu'à des cliniques du Tiers-Monde.

Nous éprouvons des difficultés à appréhender les dommages causés par les téléphones portables – et je ne parle pas ici de ce que les micro-ondes qu'ils émettent font à nos cerveaux. Beaucoup trouvent amusant de voir des campus entiers remplis de jeunes gens

qui ont les yeux rivés sur leur téléphone. Ce qu'ils tirent de leur « vie connectée » en termes d'endorphines, ils le perdent en termes de compétences sociales. Ils souffrent des effets sinistres du conditionnement comportemental des programmeurs des réseaux sociaux. Ces échecs s'expriment au travers de nouveaux phénomènes sociaux tels que les *flash mobs* et la manipulation des étudiants par la police maoïste de la pensée – et ce ne sont là que leurs manifestations les plus évidentes. Une conséquence plus pernicieuse en sera l'échec de toute une génération à développer un sentiment de personnalité dans le cadre d'une longue urgence de civilisation qui lui demandera exactement ce genre d'aptitude pour pouvoir survivre.

Parmi les variétés les plus populaires et les plus absurdes de rendements décroissants se trouve la croisade actuelle de remplacement des véhicules à essence par des véhicules électriques. Pour quoi faire ? Pour promouvoir l'illusion que nous pourrions continuer de dépendre de nos voitures et de vivre en banlieue ? Aucune de ces notions n'est soutenue par la réalité. Les deux nous mèneront bientôt à une crise fondamentale de rareté de capital. Et d'ici là, personne ne s'intéressera à ce qui pourrait offrir aux Américains un meilleur lendemain : un retour à des communautés et une économie de petite échelle et plus réalistes.

Les convulsions générées par les pitreries de Donald Trump ne sont qu'un symptôme de la pourriture qui ronge aujourd'hui les fondations de la vie américaine. Ce qu'elles démontrent avant tout est l'échec des organes sensoriels de notre société – les médias – à expliquer ce qui nous arrive vraiment. Ce refus de mentionner le problème auquel nous faisons tous face est la raison première du discrédit des médias, même si leurs critiques ne semblent pas parvenir à l'articuler correctement.

Comment tout va s'effondrer – La fin des énergies industrielles (et le mythe des renouvelables)

Posted By: **LePartage** 15 avril 2015



Ci-après, vous trouverez la présentation de Pablo Servigne et Raphael Stevens du 13

avril 2015 à la maison des métallos, à Paris, à l'occasion de la parution de leur (excellent) livre [Comment tout peut s'effondrer: Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes](#), sorti le 9 avril 2015 (éditions du Seuil), suivie d'un extrait du livre. Livre qui présente de manière assez détaillée les multiples raisons qui font que notre civilisation, qui n'a jamais été soutenable, approche aujourd'hui des nombreuses limites auxquelles elle était inévitablement appelée à se heurter.



L'EXTINCTION DU MOTEUR (LES LIMITES INFRANCHISSABLES)

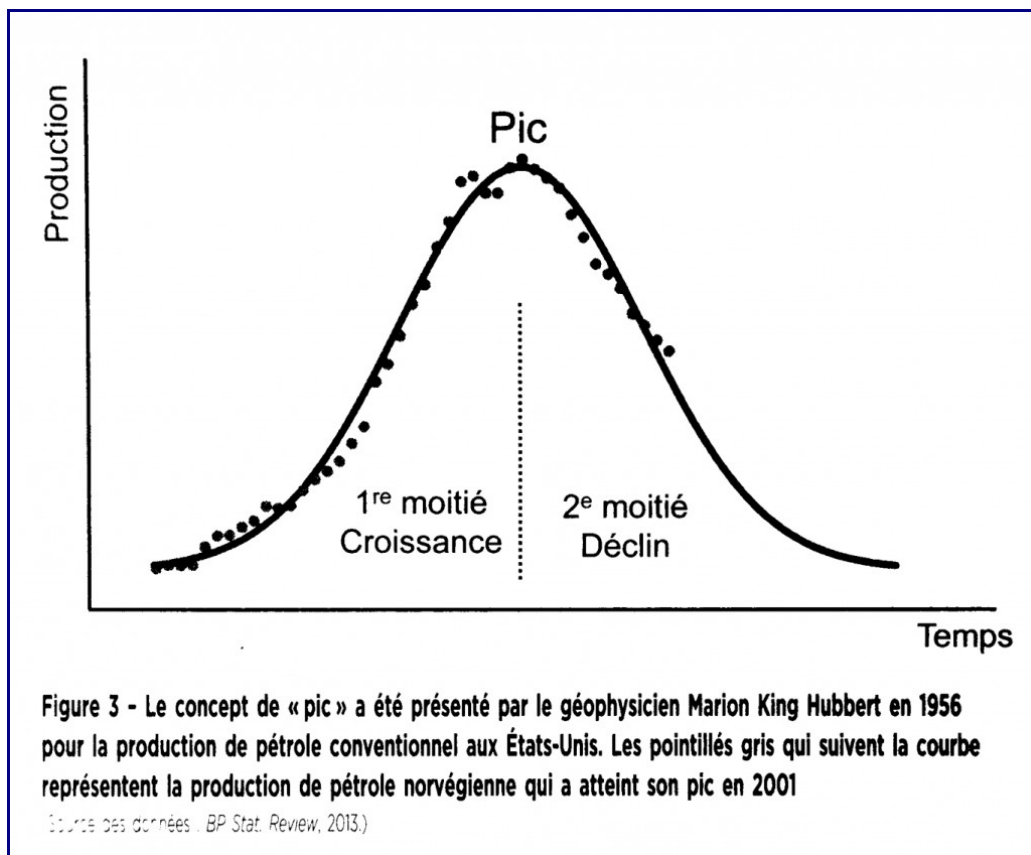
Commençons par l'énergie. On la considère souvent comme une question technique secondaire, après les priorités que sont l'emploi, l'économie ou la démocratie. Or, l'énergie est le cœur de toute civilisation, et particulièrement la nôtre, industrielle et consumériste. On peut parfois manquer de créativité, de pouvoir d'achat ou de capacité d'investissement, mais on ne peut pas manquer d'énergie. C'est un principe physique : sans énergie, il n'y a pas de mouvement. Sans énergies fossiles, c'en est fini de la mondialisation, de l'industrie et de l'activité économique telles que nous les connaissons.

Au cours du dernier siècle, le pétrole s'est imposé comme le carburant principal pour nos transports modernes, donc le commerce mondial, la construction et la maintenance des infrastructures, l'extraction des ressources minières, l'exploitation forestière, la pêche et l'agriculture. Avec une densité énergétique exceptionnelle, facile à transporter et à stocker, d'utilisation simple, il assure 95 % des transports.

Une société qui a pris la voie de l'exponentielle a besoin que la production et la consommation d'énergie suivent cette même voie. Autrement dit, pour maintenir notre civilisation en état de marche, il faut sans cesse augmenter notre consommation et notre

production d'énergie. Or, nous arrivons à un pic.

Un pic désigne le moment où le débit d'extraction d'une ressource atteint un plafond avant de décliner inexorablement. C'est bien plus qu'une théorie, c'est une sorte de principe géologique : au début, les ressources extractibles sont faciles d'accès, la production explose, puis stagne et enfin décline lorsqu'il ne reste plus que les matières difficiles d'accès, décrivant ainsi une courbe en cloche (voir figure 3). Le haut de la courbe, le moment du pic, ne signifie pas un épuisement de la ressource, mais plutôt le début du déclin. On utilise classiquement cette notion pour les ressources extractibles, comme les combustibles fossiles ou les minerais (phosphore, uranium, métaux, etc.), mais on peut aussi l'appliquer (parfois abusivement) à d'autres aspects de la société, comme à la population ou au PIB, dans la mesure où ces paramètres sont fortement corrélés à l'extraction des ressources.



En haut du pic, la descente énergétique ?

Or, nous sommes arrivés en haut de la courbe de production de pétrole conventionnel. De l'aveu même de l'Agence internationale de l'énergie, réputée pour son optimisme en matière de réserves pétrolières, le pic mondial de pétrole conventionnel, soit 80 % de la production pétrolière, a été franchi en 2006. Nous nous trouvons depuis lors sur un « plateau ondulant ». Passé ce plateau, la production mondiale de pétrole commencera à décliner.

Selon les statistiques les plus récentes, la moitié des vingt premiers pays producteurs, représentant plus des trois quarts de la production pétrolière mondiale, ont déjà franchi leur pic, parmi lesquels les États-Unis, la Russie, l'Irak, le Venezuela, le Mexique, la Norvège, l'Algérie et la Libye. Dans les années 1960, pour chaque baril consommé, l'industrie en découvrait six. Aujourd'hui, une technologie de plus en plus performante, le monde consomme sept barils pour chaque baril découvert.

Dans une synthèse scientifique publiée en 2012, des chercheurs britanniques concluent que « plus des deux tiers de la capacité actuelle de production de pétrole brut devra être remplacée d'ici à 2030, simplement pour maintenir la production constante. Compte tenu de la baisse à long terme des nouvelles découvertes, ce sera un défi majeur, même si les conditions [politiques et socio-économiques] s'avèrent favorables ». Ainsi, d'ici une quinzaine d'années, pour se maintenir, l'industrie devra donc trouver un flux de 60 millions de barils/jour, soit l'équivalent de la capacité journalière de six Arabie Saoudite !

Les connaissances sur l'état des réserves se précisent, et un nombre croissant de multinationales, de gouvernements, d'experts et d'organisations internationales deviennent pessimistes quant à l'avenir de la production. Les auteurs de la précédente étude concluent : « une baisse soutenue de la production mondiale de pétrole conventionnel semble probable avant 2030 et il existe un risque important que cela débute avant 2020 », un constat que partagent des rapports financés par le gouvernement anglais, et les armées américaine et allemande. En bref, un consensus est en train de naître sur le fait que l'ère du pétrole facilement accessible est révolue et que nous entrons dans une nouvelle époque.

La situation pétrolière est si tendue que de nombreux dirigeants d'entreprise tirent la sonnette d'alarme. En Grande-Bretagne, un consortium de grandes entreprises, l'ITPOES (The UK Industry Task Force on Peak Oil and Energy Security), écrivait dans son rapport de février 2010 : « Comme nous atteignons des taux maximaux d'extraction nous devons être capables de planifier nos activités dans un monde où les prix du pétrole sont susceptibles d'être à la fois élevés et plus instables et où les chocs des prix du pétrole ont le potentiel de déstabiliser l'activité économique, politique et sociale. »

Pour certains observateurs plus optimistes, au contraire, les estimations concluant à un « pic » seraient basées sur des quantités maximales extractibles bien trop alarmistes. Un groupe de chercheurs s'est donc penché sur cette controverse en comparant un éventail de scénarios allant des plus optimistes aux plus pessimistes. Résultat, seuls les scénarios considérés comme pessimistes collent aux données réelles observées sur les onze dernières années. L'étude confirmait ainsi l'entrée en déclin irréversible de la production mondiale de pétrole conventionnel.

Soit, mais qu'en est-il des nouveaux gisements, en particulier ceux que l'on appelle les pétroles non-conventionnels c'est-à-dire les hydrocarbures lourds et/ou coincés en grande profondeur entre le sable, le goudron, et les roches de la croûte terrestre ? Les

plates-formes offshore dans les profondeurs des côtes brésiliennes et arctiques, les sables bitumineux du Canada et les gaz et pétroles de schiste ne vont-ils pas progressivement remplacer le brut conventionnel ?

Non. Et les faits sont accablants. En ce qui concerne le pétrole et gaz de schiste, passons rapidement sur le fait que les techniques d'extraction menacent l'environnement et la santé des riverains, provoquent des microtremblements de terre, des fuites de méthane et de matières radioactives, consomment énormément d'énergie (nous y reviendrons), de sable et d'eau douce et contaminent les nappes phréatiques.

En fait, les entreprises de forage présentent surtout des bilans financiers désastreux. Selon un rapport de l'administration américaine de l'énergie, la trésorerie combinée de 127 compagnies qui exploitent le pétrole et le gaz de schiste américain a accusé un déficit de 106 milliards pour l'année fiscale 2013-2014, déficit qu'elles se sont empressées de combler par l'ouverture de nouvelles lignes de crédit. Mais pour attirer plus d'investissements et présenter un résultat positif aux analystes financiers, elles ont dû vendre pour 73 milliards d'actifs! Résultat : des dettes qui explosent et une capacité de plus en plus faible à générer les revenus nécessaires pour rembourser les dettes.

Une étude commanditée par le gouvernement britannique prévient : « Une plus grande dépendance aux ressources utilisant la fracturation hydraulique aggravera la tendance à l'augmentation des taux de déclin moyens, puisque les puits n'ont pas de plateau et déclinent extrêmement rapidement, parfois de 90 % ou plus durant les cinq premières années. » D'autres avancent le chiffre de 60 % de déclin de production rien que pour la première année. Ainsi, pour éviter la faillite, les compagnies doivent forer toujours plus de puits et engager toujours plus de dettes, à la fois pour compenser le déclin des puits déjà exploités et pour continuer à augmenter leurs productions qui serviront à rembourser leurs dettes croissantes. Une course contre la montre dont on connaît déjà l'issue...

C'est cette petite bulle que de nombreuses personnes n'ont pas vue (ou n'ont pas voulu voir) en claironnant que ces énergies fossiles non-conventionnelles permettraient aux États-Unis de retrouver une certaine indépendance énergétique. En voulant gonfler artificiellement la croissance et la compétitivité des États-Unis, la banque centrale américaine (la FED) a permis aux compagnies pétrolières d'emprunter à des taux d'intérêt extrêmement bas, fabriquant ainsi une bombe à retardement : la moindre remontée des taux d'intérêt placerait les compagnies les plus fragiles au bord de la faillite. Le problème est sensiblement le même pour les gaz de schiste. Selon l'administration Obama, cet édifice ne tiendra que quelques années après avoir atteint son plafond en 2016.

Des estimations – très optimistes – de l'Agence internationale de l'énergie indiquent que les sables bitumineux du Canada ou du Venezuela fourniront 5 millions de barils par jour en 2030, ce qui représente moins de 6 % de la production totale de carburant à cette date (en projection). Impossible, donc, dans le meilleur des cas, de compenser le déclin du

conventionnel de cette manière.

Et l'Arctique ? Les risques pour l'environnement et les investisseurs sont beaucoup trop importants. Des grandes majors se sont retirées de la course alors même que le prix du baril était élevé, comme Shell qui a suspendu ses explorations en 2013 ou Total qui a fait de même en prenant soin d'avertir l'ensemble des acteurs de la filière des dangers potentiels.

Les biocarburants ne sont pas beaucoup plus « rassurants ». Leur contribution prévoit d'être limitée à 5% de l'offre en carburants pour les 10 à 15 prochaines années, sans compter que certains d'entre eux menacent dangereusement la sécurité alimentaire de nombreux pays.

Imaginer qu'une électrification du système de transport pourra remplacer le pétrole n'est guère réaliste. Les réseaux électriques, les batteries, les pièces de rechange sont fabriqués à partir de métaux et matériaux rares (et ils s'épuisent), et tout le système électrique consomme des énergies fossiles : il en faut pour le transport des pièces de rechange, des travailleurs et des matériaux, pour la construction et la maintenance des centrales, et pour l'extraction des minerais. Sans pétrole, le système électrique actuel, y compris le nucléaire, s'effondrerait.

En fait, il est inimaginable de remplacer le pétrole par les autres combustibles que nous connaissons bien. D'une part parce que ni le gaz naturel, ni le charbon, ni le bois, ni l'uranium ne possèdent les qualités exceptionnelles du pétrole, facilement transportable et très dense en énergie. D'autre part parce que ces énergies s'épuiseraient en un rien de temps, à la fois parce que la date de leur pic approche, et surtout parce que la plupart des machines et des infrastructures nécessaires à leur exploitation fonctionnent au pétrole. Le déclin du pétrole entraînera donc le déclin de toutes les autres énergies. Il est donc dangereux de sous-estimer l'ampleur de la tâche à accomplir pour compenser le déclin du pétrole conventionnel.

Mais ce n'est pas tout. Les principaux minerais et métaux empruntent la même voie que l'énergie, celle du pic. Une étude récente a évalué la rareté de 88 ressources non-renouvelables et la probabilité qu'elles se trouvent en situation de pénurie permanente avant 2030. Parmi les probabilités élevées, on retrouve l'argent, indispensable à la fabrication des éoliennes, l'indium composant incontournable pour certaines cellules photovoltaïques, ou le lithium que l'on retrouve dans les batteries. Et l'étude de conclure : « ces pénuries auront un impact dévastateur sur notre mode de vie ». Dans la même veine, on voit apparaître ces derniers mois des estimations du pic du phosphore (indispensable engrais de l'agriculture industrielle), des pêcheries ou même de l'eau potable. Et la liste pourrait aisément s'allonger. Comme l'explique le spécialiste des ressources minérales Philippe Bihoux dans L'Age des low tech, « nous pourrions nous permettre des tensions sur l'une ou l'autre des ressources, énergie ou métaux. Mais le défi est que nous devons maintenant y faire face à peu près en même temps : [il n'y a] plus d'énergie nécessaire pour les métaux les moins concentrés, [il n'y a] plus de métaux

nécessaires pour une énergie moins accessible ». Nous approchons donc rapidement de ce que Richard Heinberg appelle le « pic de tout » (peak everything). Souvenez-vous de la surprenante exponentielle : une fois les conséquences visibles, tout n'est qu'une question d'années, voire de mois.

En résumé, on peut s'attendre à un déclin imminent de la disponibilité en énergies fossiles et en matériaux qui alimentent la civilisation industrielle. Pour l'instant, aucune alternative ne semble à la hauteur de la déplétion à venir. Le fait que la production stagne au prix d'un effort croissant de prospection des majors du pétrole, avec des technologies de plus en plus performantes, est un signe qui ne trompe pas. Depuis 2000, les investissements consentis par l'industrie ont augmenté en moyenne de 10,9 % par an, soit dix fois plus rapidement que lors de la décennie précédente⁶³. Le fait même que les sables bitumineux, le pétrole de schiste, les biocarburants, les panneaux solaires et les éoliennes soient aujourd'hui pris au sérieux par ces mêmes industries qui les dénigraient indique que nous sommes en train de changer d'époque. L'époque du pic.

Mais qu'y a-t-il une fois le pic passé ? Un déclin lent et graduel de la production d'énergies fossiles ? Possible, mais permettez-nous d'en douter, pour deux raisons. La première est qu'une fois passé le pic de leurs propres gisements, les pays producteurs de pétrole devront faire face à une consommation intérieure croissante. Or, s'ils décident – légitimement – de cesser d'exporter pour répondre à cette demande, ce sera au détriment des grands pays importateurs (dont la France), et cela pourrait déclencher des guerres d'accaparement qui perturberont les capacités de production des pays producteurs. Dans tous les cas, le déclin sera vraisemblablement plus rapide que prévu. La deuxième raison d'en douter, est que...

En haut du pic, il y a un mur !

Normalement, après avoir grimpé la courbe en cloche par un côté, il reste l'autre côté pour redescendre. En toute logique, il reste donc dans les sous-sols de la Terre encore la moitié du pétrole que nous avons découvert. Exact ! Et c'est un fait avéré : les quantités d'énergies fossiles stockées sous terre – et prouvées – sont encore gigantesques et d'autant plus importantes si on tient compte des hydrates de méthane que l'on pourrait imaginer exploiter suite à la fonte des pergélisols sibérien et canadien. Alors, bonne nouvelle ?

Ne nous réjouissons pas trop vite. D'abord, ce serait une catastrophe pour le climat (voir chapitre suivant). Ensuite, même si nous le voulions, nous n'arriverions jamais à extraire tout ce pétrole. La raison est simple, pour extraire du pétrole, il faut de l'énergie, beaucoup d'énergie : la prospection, les études de faisabilité, les machines, les puits, les pipe-lines, les routes, l'entretien et la sécurisation de toutes ces infrastructures, etc. Or, le bon sens veut que, dans une entreprise d'extraction, la quantité d'énergie que l'on récolte soit supérieure à l'énergie investie. Logique. Si on récolte moins que ce qu'on investit, cela ne vaut pas la peine de creuser. Ce rapport entre l'énergie produite et

l'énergie investie s'appelle le taux de retour énergétique (TRE ou ERoEI en anglais pour Energy Return on Energy Invested).

C'est un point absolument crucial. Après un effort d'extraction, c'est le surplus d'énergie qui permet le développement d'une civilisation. Au début du XXe siècle, le pétrole étasunien avait un fantastique TRE de 100:1 (pour une unité d'énergie investie, on en récupérait 100). On creusait à peine, le pétrole giclait. En 1990, il n'était plus que de 35:1, et aujourd'hui, il est d'environ 11:1. À titre de comparaison, le TRE moyen de la production mondiale de pétrole conventionnel se situe entre 10:1 et 20:1. Aux États-Unis, le TRE des sables bitumineux est compris entre 2:1 et 4:1, des agrocarburants entre 1:1 et 1,6:1 (10:1 dans le cas de l'éthanol fabriqué à base de sucre de canne), et du nucléaire entre 5:1 et 15:1. Celui du charbon est d'environ 50:1 (en Chine, 27:1), du pétrole de schiste d'environ 5:1 et du gaz naturel d'environ 10:1. Tous ces TRE sont non seulement en déclin, mais en déclin qui s'accélère, car il faut toujours creuser de plus en plus profond, aller de plus en plus loin en mer et utiliser des techniques et infrastructures de plus en plus coûteuses pour maintenir le niveau de production. Songez par exemple à l'énergie qu'il faudrait dépenser pour injecter des milliers de tonnes de CO₂ ou d'eau douce dans les gisements vieillissants, aux routes qu'il faudrait construire et aux kilomètres qu'il faudrait parcourir pour atteindre les zones reculées de Sibérie...

Le concept de TRE ne s'applique pas qu'aux énergies fossiles. Pour obtenir de l'énergie d'une éolienne par exemple, il faut d'abord dépenser de l'énergie pour rassembler tous les matériaux qui servent à leur fabrication, puis les fabriquer, les installer et les entretenir. Aux États-Unis, le solaire à concentration (les grands miroirs dans le désert) offrirait un rendement autour de 1,6:1. Le photovoltaïque en Espagne, autour de 2,5:1. Quant à l'éolien, il afficherait un bilan à première vue plus encourageant d'environ 18:1. Malheureusement, ces chiffres ne tiennent pas compte du caractère intermittent de ce type d'énergie et de la nécessité d'y adosser un système de stockage ou une centrale électrique thermique. Si on tient compte de cela, le TRE des éoliennes redescendrait à 3,8 :1. Seule l'hydroélectricité offrirait un rendement confortable situé entre 35:1 et 49:1. Mais outre le fait que ce type de production perturbe sérieusement les habitats naturels, une étude récente a montré que les 3 700 projets en cours ou planifiés dans le monde n'augmenteraient la production électrique mondiale que de 2 % (de 16 à 18 %).

En résumé, les énergies renouvelables n'ont pas assez de puissance pour compenser le déclin des énergies fossiles, et il n'y a pas assez d'énergies fossiles (et de minerais) pour développer massivement les énergies renouvelables de façon à compenser le déclin annoncé des énergies fossiles. Comme le résume Gail Tverberg, actuaire et spécialiste de l'économie de l'énergie, « on nous dit que les renouvelables vont nous sauver, mais c'est un mensonge. L'éolien et le solaire photovoltaïque font autant partie de notre système basé sur les énergies fossiles que n'importe quelle autre source d'électricité. »

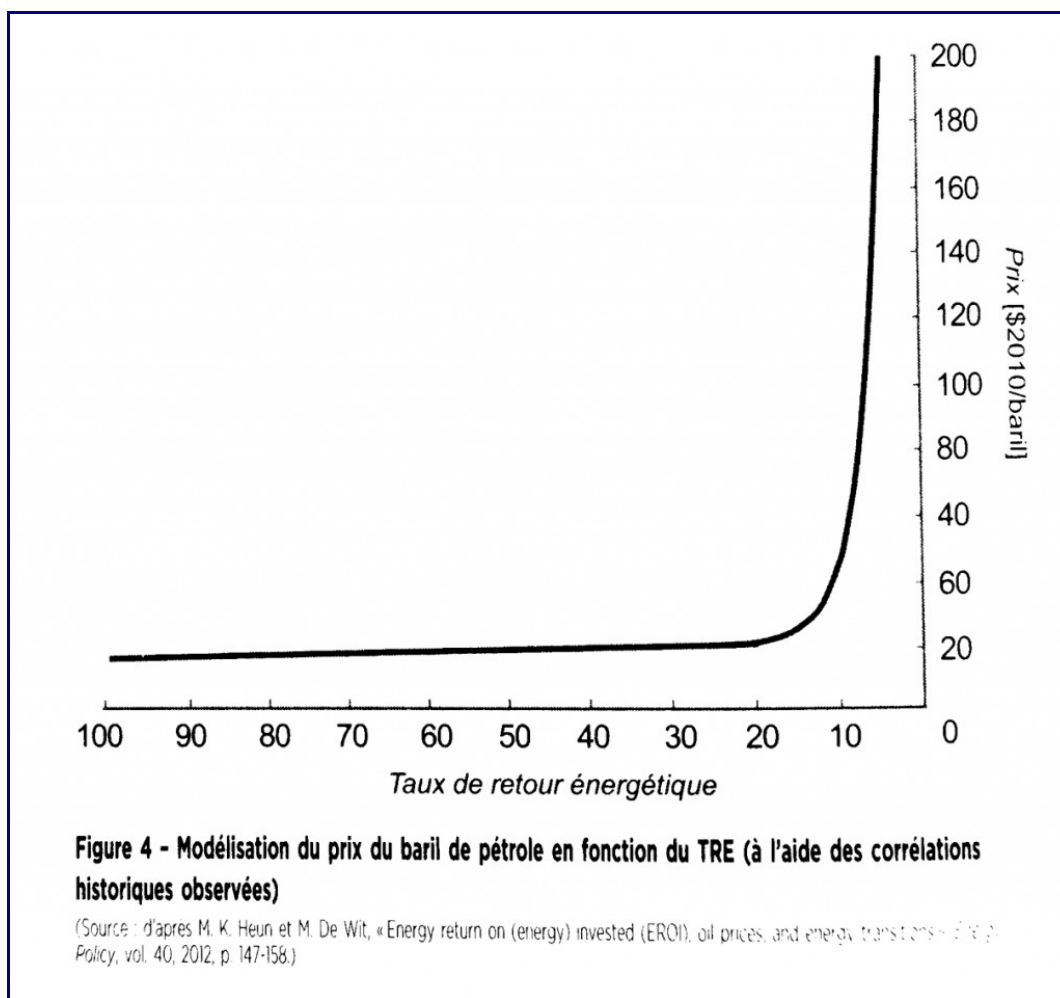
Le problème est que nos sociétés modernes ont besoin d'un TRE minimal pour fournir l'ensemble des services actuellement offerts à la population. Le principe de

l'exploitation énergétique est grossièrement le suivant : nous allouons d'abord le surplus énergétique dont nous disposons aux tâches indispensables à notre survie, par exemple à la production alimentaire, à la construction de nos habitats et au chauffage de ceux-ci, à la confection de nos vêtements, ou au système sanitaire dans les villes. Ensuite, nous répartissons le solde restant au fonctionnement des systèmes de justice, de sécurité nationale, de défense, de sécurité sociale, de santé ou d'éducation. Enfin, s'il nous reste un surplus énergétique, nous l'utilisons pour nos divertissements (tourisme, cinéma, etc.).

Aujourd'hui, le TRE minimal pour fournir l'ensemble de ces services a été évalué dans une fourchette comprise entre 12:1 et 13:1. En d'autres termes, il s'agit d'un seuil en deçà duquel il ne faut pas s'aventurer sous peine de devoir décider collectivement — et avec toutes les difficultés que cela implique — des services à conserver et de ceux auxquels il faudra renoncer. Avec un TRE moyen en déclin pour les énergies fossiles, et un TRE ne dépassant pas 12:1 pour la majorité des énergies renouvelables, nous approchons dangereusement de ce seuil.

Bien sûr, toutes ces fourchettes de chiffres se discutent, et d'aucuns ne manqueront pas de le faire, mais le principe général l'est moins. L'idée à saisir est que nous sommes face à un mur thermodynamique qui s'approche de en plus vite. Aujourd'hui, chaque unité d'énergie est extraite à un coût environnemental, économique et énergétique toujours plus élevé.

Des indices économiques permettent également de visualiser ce mur. Deux équipes de recherche aux méthodes différentes ont récemment modélisé la relation complexe entre le TRE et le coût de production (prix par baril). Leurs conclusions sont identiques : lorsque le TRE du combustible fossile passe sous la barre de 10:1, les prix augmentent de manière non-linéaire, autrement dit de manière exponentielle (voir figure 4). Cette tendance haussière des coûts de production est également perceptible pour le gaz, le charbon, l'uranium, ainsi que pour les métaux et les minerais indispensables à la fabrication des énergies renouvelables.



Sachant qu'environ deux tiers de la croissance des Trente Glorieuses sont dus à la combustion d'énergies fossiles – le reste étant le produit du travail et des investissements –, nous pouvons donc en déduire que le déclin inexorable du TRE des énergies fossiles entraînera un énorme manque à gagner qui rendra la promesse de croissance économique impossible à tenir. Autrement dit, un déclin énergétique n'annonce rien moins que la fin définitive de la croissance économique mondiale.

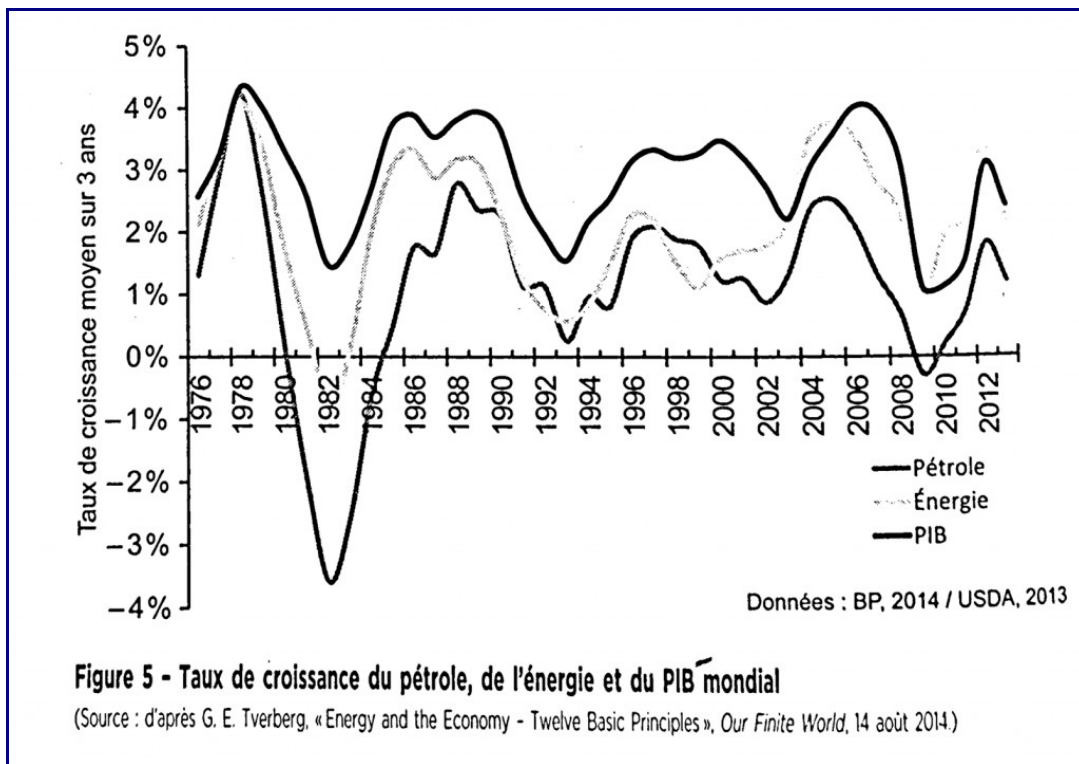
C'est aussi à la vue de la courbe de la figure 4 que l'on se rend compte que nous avons véritablement affaire à un mur, pour reprendre la métaphore de la voiture. Un mur infranchissable puisqu'il est bâti sur les lois de la thermodynamique.

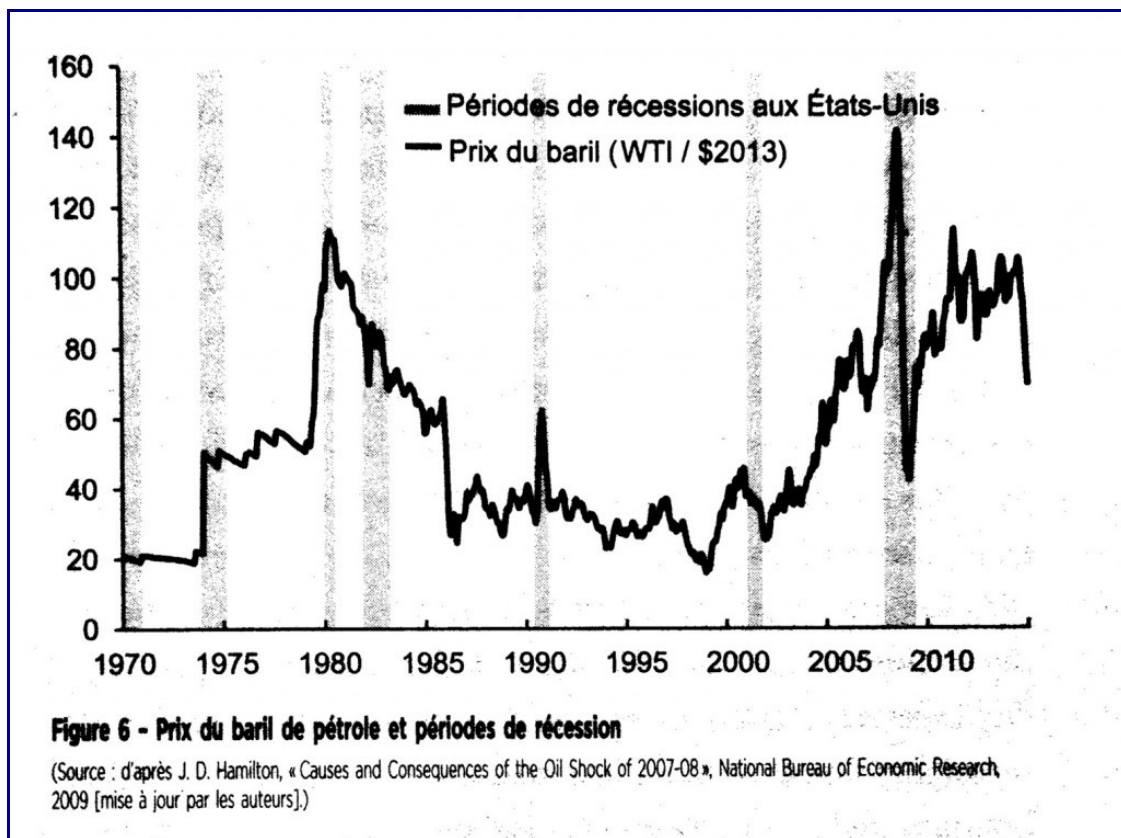
Et avant le mur... un précipice

Dans ces conditions, on voit mal comment notre civilisation pourrait retrouver un horizon d'abondance, ou du moins de continuité. Mais, aussi surprenant que cela puisse paraître, la pénurie énergétique n'est pas la menace la plus urgente pour notre moteur. Il est un autre élément qui menace de l'étouffer juste avant : le système financier.

En réalité, le système énergétique et le système financier sont intimement liés, l'un ne peut pas fonctionner sans l'autre. Ils forment une sorte de courroie de distribution, un

axe énergétique-financier, qui représente le cœur de notre civilisation industrielle. On peut prendre conscience de ce lien en observant la corrélation étroite qu'il y a entre la courbe du PIB et celle de la production de pétrole (voir figure 5). Une récession signifie un prix du pétrole élevé et une consommation faible ; une période d'expansion indique le contraire, un prix du pétrole bas et une consommation forte; Cette mécanique n'est pas une simple corrélation, mais bien une relation de causalité : une étude historique a montré que sur 11 récessions qui ont eu lieu au cours du XXe siècle, 10 avaient été précédées par une forte augmentation des prix du pétrole (voir figure 6). Autrement dit, une crise énergétique précède une grave crise économique. C'était le cas lors des chocs pétroliers des années 1970, comme lors de la crise de 2008.





Considérer les problèmes économiques en oubliant leur origine énergétique est une grave erreur. Mais l'inverse l'est tout autant. Devenue experte dans l'analyse de cet axe énergéico-financier, Gail Tverberg observe qu'en contexte de pic, il n'est plus possible d'extraire des quantités significatives d'énergies fossiles sans une quantité toujours croissante de dettes. « Le problème auquel nous faisons face maintenant est qu'une fois que le coût des ressources devient trop élevé, le système basé sur la dette ne fonctionne plus. Et un nouveau système financier basé sur les dettes ne fonctionnerait pas mieux que le précédent. » Un système-dette a un besoin boulimique de croissance, donc d'énergie. Mais l'inverse est aussi vrai : notre système énergétique se « shoote » aux dettes. Ainsi, la courroie de distribution tourne dans les deux sens : un déclin de la production de pétrole pousse nos économies vers la récession, et inversement, les récessions économiques accélèrent le déclin de la production énergétique. Plus précisément, le système économique mondial est aujourd'hui pris en tenaille entre un prix élevé et un prix bas du pétrole. Mais ces deux extrêmes sont les deux faces d'une même pièce.

Lorsque le prix du pétrole est trop élevé, les consommateurs finissent par réduire leurs dépenses, ce qui provoque des récessions (puis pousse le prix du brut à la baisse). En revanche, un prix élevé est une excellente nouvelle pour les compagnies pétrolières, qui peuvent investir dans la prospection grâce au développement de nouvelles technologies d'extraction, ce qui permet à terme de maintenir la production ou de développer des énergies alternatives.

Lorsque le prix de l'énergie est trop bas (après une récession, ou après des manipulations géopolitiques, par exemple), la croissance économique peut repartir à la hausse, mais les compagnies pétrolières éprouvent alors de sérieuses difficultés financières et réduisent leurs investissements (comme on a pu le voir suite à la chute récente des cours du pétrole), ce qui compromet dangereusement la production future. Le rapport 2014 de l'Agence internationale de l'énergie observe ainsi que l'effort nécessaire afin de compenser le déclin naturel de gisements anciens parvenus à maturité « apparaît d'autant plus difficile à pérenniser maintenant que le baril est tombé à 80 dollars, [...] en particulier pour les sables bitumineux et les forages ultra-profonds au large du Brésil ». Et le chef économiste de l'Agence, le très optimiste Fatih Birol, de noter que « des nuages commencent à s'accumuler sur l'horizon à long terme de la production mondiale de pétrole ; ils charrient devant nous de possibles conditions tempétueuses ».

La fragilité du système financier mondial n'est plus à démontrer. Il est constitué d'un réseau complexe de créances et d'obligations qui relie les bilans comptables d'innombrables intermédiaires, tels que les banques, les fonds spéculatifs ou les assureurs. Comme l'a démontré la faillite de Lehman Brothers et ses suites en 2008, ces interdépendances ont créé un environnement propice aux contagions (voir chapitre 5). De plus, l'oligarchie politique et financière mondiale ne montre pas de signes qu'elle a réellement compris le diagnostic et s'évertue à prendre des décisions inadaptées, contribuant ainsi à fragiliser encore un peu plus ce système économique. Le plus urgent des facteurs limitants pour l'avenir de la production pétrolière n'est donc pas la quantité de réserves restantes ou le taux de retour énergétique (TRE) comme le pensent de nombreuses personnes, mais bien « le temps que notre système économique interconnecté peut encore tenir ».

En somme, nos économies sont condamnées à conserver un équilibre très précaire et oscillant (en « dents de scie ») autour d'un prix du baril de pétrole compris entre environ 80 et 130 \$ le baril, et à prier pour que le système financier devenu extrêmement instable ne s'effondre pas. En effet, une période de croissance économique faible ou de récession réduit le crédit disponible et les investissements des compagnies pétrolières, et pourrait provoquer un arrêt du moteur avant même que la limite physique d'extraction ne soit atteinte.

Sans une économie qui fonctionne, il n'y a plus d'énergie facilement accessible. Et sans énergie accessible, c'est la fin de l'économie telle que nous la connaissons : les transports rapides, les chaînes d'approvisionnement longues et fluides, l'agriculture industrielle, le chauffage, le traitement des eaux usées, Internet, etc. Or l'histoire nous montre que les sociétés sont vite déstabilisées quand les estomacs grondent. Lors de la crise économique de 2008, l'augmentation spectaculaire des prix alimentaires avait provoqué des émeutes de la faim dans pas moins de 35 pays...

Dans son dernier livre, l'ancien géologue pétrolier et conseiller énergétique du gouvernement britannique, Jeremy Leggett, a identifié cinq risques systémiques

mondiaux liés directement à l'énergie et qui menacent la stabilité de l'économie mondiale : l'épuisement du pétrole, les émissions de carbone, la valeur financière des réserves d'énergies fossiles, les gaz de schiste, et le secteur financier. « Un choc impliquant un seul de ces secteurs serait capable de déclencher un tsunami de problèmes économiques et sociaux, et, bien sûr, il n'existe aucune loi de l'économie qui stipule que les chocs ne se manifestent que dans un secteur à la fois. » **Nous vivons donc probablement les derniers toussotements du moteur de notre civilisation industrielle avant son extinction.**

Une brève contre-histoire du “progrès” et de ses effets sur la santé de l'être humain

par [Nicolas Casaux](#) Posted By: LePartage 3 septembre 2017



Image tiré du film Wall-E

A notre époque, et dans nos sociétés industrielles, il est difficile de faire entendre la moindre critique de l'idée de *progrès*. On se retrouve bien souvent immédiatement traité de passéiste, de réactionnaire, d'obscurantiste, de conservateur, de rétrograde, de toutes sortes de choses. Et pourtant, notre santé et notre qualité de vie se dégradent actuellement en raison d'un grand nombre de problèmes sanitaires qui ont émergés à cause de ce soi-disant « progrès » (et de la civilisation), et qui sont désormais connus et étudiés par les institutions scientifiques du monde entier (je mentionne cela parce que beaucoup trop de mes contemporains ne jurent que par elles, *la Science*TM étant l'autorité moderne). Voyons donc.

Commençons par les pieds. Le progrès nous a apporté (et/ou imposé) la chaussure. Le port de chaussures, l'absence de contact direct entre l'être humain et le sol, et la Terre, est à l'origine d'un certain nombre de dérèglements et de problèmes de santé, du stress à l'insomnie, en passant par les maladies cardio-vasculaires et l'obésité. Marcher pieds nus permet de soulager l'inflammation, de réduire le stress, de soulager les douleurs, de diminuer les risques de maladies cardiovasculaires, de réduire le risque d'obésité, et

beaucoup d'autres choses. Voici la conclusion d'une [étude des effets de la marche pieds nus \(et du contact direct avec le sol\)](#) :

De nouvelles preuves montrent que le contact avec la Terre—qu'il s'agisse de marcher dehors pieds nus ou à l'intérieur en marchant sur des surfaces connectées au sol—peut être une manière simple, naturelle et très efficace de lutter contre le stress chronique, les dysfonctionnements du système nerveux, l'inflammation, la douleur, l'insomnie, les troubles cardiaques, l'hypercoagulabilité du sang, et de nombreux troubles communs de la santé, dont les maladies cardiovasculaires. Les recherches montrent à ce jour que l'ancrage du corps peut être un élément essentiel de l'équation de la santé, aux côtés du soleil, de l'air pur, de l'eau et de la nourriture nutritive, et de l'activité physique.

Pour plus de renseignements sur la nocivité de la chaussure, vous pouvez consulter [l'excellent blog de Sylvain Griot](#). Vous remarquerez qu'il expose également la nocivité de la position moderne de défécation, ainsi que du système de toilette moderne, dans un très bon billet intitulé [« Comment chier »](#). En outre, il dénonce la tyrannie—pareillement nocive—de la chaise, et la perte de la posture accroupie chez les civilisés :

L'accroupi est pourtant la station de repos la plus naturelle qui soit, celle qui nous est offerte par Mère Nature. Tous les jeunes enfants la pratiquent [instinctivement](#), et on la retrouve chez les adultes aux quatre coins de la planète, là où la chaise ne s'est pas encore imposée *culturellement*. Les bénéfices de cette posture sont nombreux. Dit autrement, la perte de cette faculté naturelle peut entraîner de nombreuses complications : difficultés à accoucher, hémorroïdes, cancer du côlon, constipation, douleurs lombaires, [la liste est longue](#).

Sa critique de la chaise a d'ailleurs été publiée sur le site du quotidien de l'écologie Reporterre, dans un article intitulé [« Je vis sans chaise, et ça va beaucoup mieux »](#).

Autre point. Les effets nocifs de la lumière électrique (artificielle) sur la santé humaine sont désormais avérés. En bref : perturbation de l'horloge biologique (cycle circadien), du sommeil, donc de l'humeur, augmentation du risque de certains cancers ([notamment le cancer du sein](#)).

Les écrans omniprésents de la société industrielle (télévisions, ordinateurs, téléphones portables, tablettes, etc.), qui émettent donc une lumière artificielle nuisible pour la santé humaine, se doublent d'effets très perturbants pour le cerveau, ce qui explique pourquoi le Dr Peter Whybrow, directeur du programme de neuroscience à l'Université de Californie de Los Angeles, qualifie les écrans de « *cocaïne électronique* » et pourquoi les chercheurs chinois parlent « *d'héroïne numérique* » (pour plus de précisions à ce sujet, lire cet article intitulé [« L'héroïne électronique » : comment les écrans](#)

[transforment les enfants en drogués psychotiques](#) »). Ainsi que l'expliquent Michel Desmurget (directeur de recherche en neurosciences à l'Inserm), Laurent Bègue (professeur de psychologie sociale) et Bruno Harlé (pédopsychiatre) dans un article publié sur le site du journal *Le Monde* :

Des milliers de recherches scientifiques signalent des influences délétères importantes de la télévision, d'Internet ou des jeux vidéo sur le développement intellectuel, la sociabilité et la santé, bien au-delà des premiers âges de la vie et pour des consommations largement inférieures à deux heures quotidiennes. [...]

Étonnamment, les effets massifs et reconnus des écrans sur plusieurs grands problèmes de santé publique sont, eux aussi, presque totalement oubliés des académiciens. Rien sur la sédentarité et ses effets sur l'espérance de vie, rien sur l'alcoolisation et le tabagisme (la télévision est le premier facteur d'entrée dans le tabagisme des adolescents), rien sur les troubles du comportement alimentaire, rien sur la violence scolaire, etc.

Concernant ce dernier sujet, les influences des images et jeux vidéo violents sur les comportements agressifs sont minimisées avec un aplomb désarmant par les auteurs de l'avis, qui n'y voient "qu'un facteur parmi des centaines d'autres".

Des milliers d'études, de revues de la littérature et de méta-analyses (impliquant jusqu'à 130 000 individus) confirment cette influence, dont l'ampleur est comparable à celle qui associe cancer du poumon et tabagisme.

La médecine moderne, hautement technologique, permet de se défaire des lois de la sélection naturelle, en maintenant en vie une humanité de plus en plus dépendante du système technologique mondialisé, au patrimoine génétique de plus en plus défaillant. Des gènes problématiques, peu efficaces (adaptés), qui auraient été évincés par la sélection naturelle, se multiplient grâce aux technologies de reproduction artificielle modernes. De plus, ainsi que l'explique le chirurgien et obstétricien français Michel Odent (cf. *L'Humanité survivra-t-elle à la médecine ?*, Editions Myriadis), les principales méthodes d'accouchement modernes s'avèrent particulièrement nuisibles pour le développement et l'évolution de l'être humain.

L'agriculture industrielle, avec ses innombrables produits chimiques toxiques, ainsi que la malbouffe industrielle, constituent une des principales sources de problèmes pour la santé humaine. Parmi ses conséquences, on retrouve : l'obésité, le surpoids, le stress, l'inflammation, le cancer, des troubles psychologiques divers, etc. Jeff Leach—un chercheur britannique qui étudie les changements dans les régimes alimentaires humains—expose brièvement la catastrophe que représente l'alimentation moderne dans un

récent article intitulé [« Le microbiome des Occidentaux est une catastrophe écologique comparé à celui de chasseurs-cueilleurs »](#).

La vie en ville à respirer un air cancérigène (dixit l’OMS), le travail dans un environnement urbain, souvent en intérieur, l’alimentation industrielle, le manque d’activité physique—en bref, le mode de vie que l’on associe au progrès et à la civilisation—engendrent également tout un éventail de maladie dites, justement, [de civilisation](#) : diabète, asthme, allergies, maladies cardio-vasculaires, cancer, dépression, obésité, stress, angoisse, schizophrénie et autres troubles mentaux, etc.

Il y aurait bien plus à ajouter concernant les multiples façons dont le progrès et la civilisation nuisent à la santé de l’être humain (nous aurions pu évoquer spécifiquement [le problème épidémique de la dépression—une maladie de civilisation](#)—qui est désormais la première cause d’incapacité dans le monde d’après l’Organisation mondiale de la Santé (OMS), et qui touche environ 322 millions de personnes dans le monde, un taux qui a augmenté de plus de 18% depuis 2005 ; ou parler des problèmes dentaires liés à la consommation de sucres, de céréales, et plus largement au régime adopté depuis la transition vers l’agriculture comme principal mode d’alimentation ; ou souligner le fait que ce passage à l’agriculture a aussi engendré [des modifications et des dysfonctionnements](#) de la mâchoire, [sa fragilisation](#), ainsi que celle des os du squelette humain en général ; ou discuter de cette récente étude qui nous apprenait, ainsi que *Le Monde* l’a titré, que [« Vivre près des axes routiers accroît le risque de démence »](#)) mais tenons-nous en aux quelques paragraphes précédents.

Depuis quand une mauvaise manière de marcher, de se tenir, de se nourrir, de se comporter au quotidien, constitue-t-elle un progrès ?

Les partisans de l’idée de *progrès* ne manqueront pas de mentionner ce qui, à leurs yeux, est un argument, voire l’argument principal de sa défense, à savoir l’augmentation de l’espérance de vie. Bien que plus ou moins exacte (elle est souvent exagérée ou mal comprise, voir [cet article](#)), elle ne constituerait un argument valable que si la durée de vie primait sur sa qualité. Ainsi que Sénèque le remarquait déjà en son temps : « Pas un ne se demande s’il vit bien, mais s’il aura longtemps à vivre. Cependant tout le monde est maître de bien vivre ; nul, de vivre longtemps. » C’est pourquoi : « L’essentiel est une bonne et non une longue vie. »

J’ai eu l’occasion, il y a quelques temps, de m’entretenir avec Marylène Patou-Mathis, une préhistorienne française, vice-présidente du conseil scientifique du Muséum national d’Histoire naturelle, qui a passé du temps parmi les Sans, des chasseurs-cueilleurs vivant (ou survivant encore), entre autres, sur le territoire du Botswana (bien que l’expansion de la civilisation industrielle soit en train de les détruire à petit feu). Je me souviens toujours de sa description de leurs aptitudes physiques incroyables, de leur dextérité, de leur agilité, de leur endurance, de leur vitalité et de leur jovialité. Il semblait clair, à ses yeux, que les Sans incarnaient, bien plus en tout cas que les *civilisés*, le développement du plein potentiel de l’être humain. Beaucoup d’anthropologues, d’ethnologues et de

scientifiques ayant étudié (et/ou vécu parmi) un ou des peuples de chasseurs-cueilleurs partagent cette perspective.



De multiples façons, le « progrès » et la civilisation constituent une entreprise de débilitation de l'être humain. De multiples façons, le « progrès » et la civilisation constituent également une entreprise de destruction de tous les équilibres biologiques et de tous les cycles naturels de la planète, un véritable écocide à l'origine d'une sixième extinction de masse. Mais c'est une autre histoire...

Fumée et feu

Par **James Howard Kunstler** – Le 14 août 2017 – Source kunstler.com



Coucou les « Nazis corn pone » ! 1. Voici venir les tireurs de ficelle. Bon, vous vous attendiez à quoi ?

Avec les différentes autorités de cette culture qui enfoncent sans cesse des notions de « privilège blanc » dans le crâne du public, tôt ou tard, elles étaient sûres de

provoquer une réponse des cerveaux reptiliens suivant les ordres de bas niveau de leur cerveau limbique de blanc-becs. Bien sûr, vous ne pouviez pas organiser un acte de provocation plus stupide dans l'État de Virginie, garantissant de faire bondir de rage les bas de plafond du coin, que de menacer d'enlever une statue de [Robert E. Lee](#).

Il y a une tonalité tragiquement déprimante dans toute cette affaire qui suggère que l'arc de l'histoire lui-même conduit cette affaire – un sombre [animus](#) dans l'âme nationale qui lutte pour résoudre ses contradictions. Et l'incident de Charlottesville, qui a laissé une femme sur le carreau et beaucoup d'autres gravement blessés à coup de voiture-bélier, a la saveur d'un « *premier coup de feu* » dans une nouvelle guerre civile.

L'écho de la campagne pour les droits civils du moment – une étrange breuvage à base de Black Lives Matter, d'« *Antifa* » (anti-fasciste), de féminisme de la dernière vague, de politique autour des sanctuaires pour une immigration illégale et d'agitation LGBTQQ – émane des campus universitaires et se glisse dans la culture de masse comme un miasme, empoisonnant les relations sociales, montant groupes contre groupes, dans une orgie de revendications de victimisation d'un genre qui mène inévitablement à la violence. C'est ainsi que commencent les guerres tribales et religieuses dans les sociétés primitives.

Il y a aussi un air qui sonne faux dans cette campagne qui devrait alerter les centres supérieurs de jugement du cerveau. Le meurtre de Michael Brown à Ferguson qui a déclenché le mouvement Black Lives Matter n'a jamais été un cas convaincant d'injustice, mais a été largement considéré comme tel, malgré les enquêtes étatiques et fédérales (menée par le Ministère de la Justice sous Obama), qui en a conclu autrement. Le prédicat du « *privilège blanc* » n'est pas responsable des taux extraordinaires d'homicides des Noirs entre eux à Chicago et à Baltimore ou des [flash mobs](#) d'adolescents noirs dans les centres commerciaux du pays. Ce que l'on peut soupçonner derrière tout cela, c'est l'échec spectaculaire de la campagne originelle des droits civiques des années 1960 à modifier les structures de la pauvreté dans l'Amérique noire, ainsi que la culpabilité grincheuse chez les progressistes démocrates blancs pour les échecs de leurs propres politiques bien intentionnées, converties de manière perverse en auto-flagellation raciale.

La dernière itération du féminisme provient des campus qui ont été largement pris en charge par les pédagogues féminines issues du baby-boom, en particulier les départements non techniques, et qui est maintenant un fait accompli, de sorte que les griefs qui continuent d'en couler semblent fabriqués et hystériques. Elle a également une forte odeur de simple malentendus et l'ensemble de cette idéologie est enveloppé dans un jargon impénétrable d'école supérieure conçu pour lui donner un éclat intellectuel immérité et malhonnête. Le fait sombre est que, tôt ou tard, même certains hommes intelligents pourraient le remarquer et finir par s'en foutre.

Le mouvement « *Antifa* » serait amusant s'il n'était pas lui-même propice à la violence, puisqu'il épouse exactement le même despotisme contre la pensée libre qu'il prétend combattre. Il veut arrêter et éradiquer le débat dans l'arène publique et piétiner les principes qui le gênent, par exemple, le premier amendement affirmant le droit à la liberté d'expression. Il se moque du cri de guerre pour la « *diversité* » (diversité uniquement pour les idées approuvées par les *Antifas*). Que tant d'étudiants universitaires actuels s'abonnent à ce mouvement devrait faire réfléchir les gens et leur faire percevoir le malaise sur la scène politique de la prochaine génération. Dans leurs costumes de guerre noirs et leurs masques, ils ressemblent aux groupes fascistes des années 1930 malgré le nom « *Antifa* » qui prétend évidemment en faire leurs ennemis.

Le mouvement de sanctuarisation des immigrants illégaux est tout simplement insensé, en commençant par le refus des fonctionnaires de faire une distinction entre les citoyens et les autres. Il y a toutes les raisons de penser que les maires des « *villes sanctuaires* » et les administrateurs des « *campus sanctuaires* » devraient être poursuivis en vertu de la loi fédérale. Cela a atteint un tel degré en Californie que les doyens du collège de l'État intègrent des étudiants « *sans papiers* » dans des programmes spéciaux, au point où ils sont sûrs de provoquer une coupe des financements et peut-être la destruction de leurs propres institutions. Le mouvement est l'essence même de l'anarchie et une disgrâce pour la classe supposément pensante.

Le mouvement LGBTQQ, une ramification du féminisme 3.0, vise à effacer la biologie elle-même appliquée à la sexualité des mammifères humains, en même temps qu'elle veut créer de nouveaux droits sociaux et politiques spéciaux – basés sur diverses catégories de désir sexuel qui sont, et ils insistent, biologiquement guidés, comme l'envie d'un homme de s'équiper par chirurgie pour se comporter comme une femme. Le mouvement est maintenant allé jusqu'à essayer de faire honte aux personnes qui se situent dans les catégories biologiques originales (« *cisgenre* », un autre caillot de jargon métaphysique de l'école secondaire) et surtout les hommes hétérosexuels. Tous les autres obtiennent des bons points pour être « *à la pointe de la pointe* ». Il faut vraiment se demander combien de temps cette absurdité va se poursuivre avant de provoquer une réaction parmi les savants en biologie.

Si nous entrons dans une nouvelle guerre civile, ne commettez pas l'erreur de penser que c'est le produit uniquement des rustres d'extrême droite. Ces bozos le clown de nazis et du [KKK](#) ne se lèvent que parce que les personnes habilitées à penser au centre ont été trop lâches pour se heurter à la marée montante de l'idiotie aux deux extrémités du spectre, et surtout à gauche avec son entrisme direct dans les fabriques politiques de la vie américaine, dictant la façon dont les gens doivent penser et agir, et de quoi ils devraient se préoccuper.

Ce que nous ne pouvons pas vraiment dire encore, c'est si ces batailles en resteront là et même vont s'accroître avec le fardeau financier avec lequel la nation est en train de « *somnambuler* », ou si la crise financière les submergera comme un tsunami et laissera

ces stupides drapeaux de guerre en lambeaux, lessivés sur une plage isolée.

James Howard Kunstler

Note du Saker Francophone

Pour comprendre les réseaux de déstabilisation agissant de concert aux USA et en France notamment, on vous conseille cette [conférence du Cercle Aristote de Thibault Kerlirzin, Soros Connection](#).

À relire aussi le [texte de Richard M. Ebeling](#) sur ces nouvelles formes de tyrannie.

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par Catherine pour le Saker Francophone

Note

1. Insultes contre les paysans politisés du sud des États-Unis, l'ancienne « *Confédération* ». Corn pone était un gros type de pain fait de maïs aux temps de la Frontière. Note de l'Auteur

Quand les *Fake News* tuent

Par **Ugo Bardi** – Le 24 juillet 2017 – Source [CassandraLegacy](#)

Mata Hari, l'espionne qui ne l'a jamais été



Un siècle après sa mort, [Mata Hari](#) demeure pour nous la figure prototypique de l'espion féminine, un cas extrême de « *femme fatale* ». Elle est considérée comme quelqu'un qui non seulement séduisait les hommes en convoitant l'argent et le pouvoir, mais aussi pour sa grande envie de les voir s'entretuer par milliers sur les champs de bataille. Mais elle n'a jamais été ce qu'on en a dit. Plutôt, elle a été l'une des premières victimes de ce que nous appelons aujourd'hui les « *Fake News* », également connues sous le nom de « *propagande* », un ensemble de techniques de manipulation de masse développées à l'époque et qui ont atteint aujourd'hui la perfection.

Il y a cent ans, le 24 juillet 1917, Margaretha Gertruida Zelle, connue sous le nom de [Mata Hari](#), a été condamnée à mort par un tribunal militaire à Paris sur l'accusation d'être une espionne des Allemands. On a dit qu'elle leur avait transmis des informations qui ont causé la mort de « *peut-être cinquante mille soldats français* ». Elle a été fusillée quelques mois plus tard.

Aujourd'hui, en regardant les actes du procès, nous pouvons facilement voir l'absurdité et l'incohérence des accusations. S'il y avait un exemple d'une cour de justice composée de marsupiaux, c'était bien là le cas. Il est impossible que Mata Hari ait pu faire ce qu'elle a été accusée d'avoir fait. Elle a plutôt été un bouc émissaire tué afin de distraire le public dans un moment où la guerre allait mal pour la France. Dit simplement : c'est un montage. C'est l'un des premiers exemples des effets mortels de la propagande (également connue aujourd'hui comme « *Fake News* ») qui démarrait, à l'époque, pour devenir une caractéristique commune de notre monde.

Le procès a été la fin d'une carrière de danseuse et d'interprète que Margaretha Zelle avait commencé quand elle est revenue en Europe en provenance d'Indonésie, alors appelée « *Indes néerlandaises* ». Elle avait passé quelques années là-bas en tant que femme d'un officier hollandais, mais cela lui a suffi pour ramasser quelques éléments de la culture locale qui lui a permis de se dire bouddhiste. Elle a également appris assez de la langue locale pour pouvoir choisir « *Mata Hari* » comme nom de scène, ce qui signifie (il me semble) « *La lumière de l'Aube* » [*En fait cela se traduit tout simplement par soleil, NdT*]. En tant que danseuse, Mata Hari a supporté beaucoup de critiques à son époque et il est probable que ses danses étaient un peu plus que des *strip-teases* avec une saveur orientale. Pourtant, elle est devenue très populaire en Europe après avoir donné sa première représentation à Paris en 1905.

Au cours des années suivantes, Mata Hari a progressivement abandonné l'effeuillage à nu en public et on a dit qu'elle est devenue une courtisane de haut rang, séduisant les riches et les célèbres (cela aussi a peut-être aussi été obscurci par la propagande). Pendant la guerre, elle a peut-être essayé de faire l'agent secret, mais il semble plus probable qu'elle ait simplement été manipulée. D'une certaine manière, les services secrets français et allemands ont collaboré pour l'envoyer au peloton d'exécution. Les Allemands l'ont vue comme un « *objet de propagande* » pour montrer combien les Français étaient capables de tuer une femme innocente, tandis que les Français ont vu ce procès comme un moyen de montrer combien ils étaient résolus contre les traîtres (et les traîtresses).

Le procès et la détention de Mata Hari sont une vitrine de cruauté et d'intimidation. Les dernières images que nous avons d'elle ne montrent plus la danseuse qu'elle était, mais une femme physiquement détruite par des mois de vie en prison. Après l'exécution, Mata Hari a reçu aussi l'insulte ultime, celle de se voir refuser un enterrement décent, d'en faire un objet de dissection pour une table d'hôpital et de voir ses restes jetés aux

ordures. On dit que sa tête momifiée a été gardée pendant quelques années au musée d'anatomie de Paris, avant d'être elle-même jetée et perdue. On lui a refusé le statut d'être humain et on l'a considéré plutôt comme une sorte de gros insecte à éliminer. La transformation des êtres humains en insectes et leur extermination subséquente est quelque chose que Kafka avait déjà décrit prophétiquement dans son roman *La Métamorphose*.

Plus tard, l'anthropologue Roy Rappaport a défini comme des « mensonges diaboliques » ces mensonges qui « manipulent le tissu même de la réalité ». Aujourd'hui, nous appelons ces mensonges avec le terme plus neutre de « fake news », comme s'ils n'étaient qu'une mode qui allait et venait. Mais les « fake news » peuvent tuer et une de leurs victimes a été Mata Hari. La combinaison mortelle du nationalisme et de la propagande qui l'a tuée, devait continuer et exploser dans les années qui ont suivi avec la Seconde Guerre mondiale, menant l'Europe à s'embarquer pour l'une des plus grandes exterminations d'innocents de l'histoire jusqu'à présent. Mata Hari a été parmi les premières à être englouties par cette vague de tueries sans aucun sens. Elle a été tuée de sang-froid par des personnes qui, très probablement, savaient parfaitement qu'elle était innocente.

Il se peut fort bien que l'influence orientale de Mata Hari ne soit pas seulement un placage pour l'ennoblir un peu, mais il se peut aussi qu'elle ait étudié sérieusement le bouddhisme et d'autres voies orientales alors qu'elle était dans les Indes néerlandaises. Son comportement à son exécution, son calme, sa conviction évidente que la mort était simplement un passage, peut nous dire que son bouddhisme n'était pas seulement une pose, mais quelque chose qu'elle avait pris à cœur. Cent ans plus tard, nous pouvons encore apprendre quelque chose de son histoire.



Ces notes sont basées principalement sur le livre de Rusell Warren Howe, *Mata-Hari. L'histoire vraie* (Éditions de l'Archipel, Paris 2007), et sur le rapport contemporain d'Emile Massard *Espionnes à Paris* (Gallimard, 1922), mais il y a beaucoup d'informations sur son histoire. Alors qu'avant, il y avait encore des discussions indiquant qu'elle pouvait vraiment avoir été une espionne, aujourd'hui l'opinion

répandue est qu'elle ne l'était pas.

Ugo Bardi

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par Cat pour le Saker Francophone

Tout va selon le plan

Par **Dmitry Orlov** – Le 22 août 2017 – Source [Club Orlov](#)

Publié par Le Saker Francophone



Si vous regardez la condition contemporaine des États-Unis, il est facile de tomber dans le puits émotionnel des sentiments tristes, de déplorer l'état désolant des choses, de se plaindre amèrement et de maudire son destin. Tout se dégingue ! Est-il possible, dans ces conditions, de continuer à croire en la vision angélique qui prétend que tout est comme cela doit être, dans le meilleur des mondes ? Je l'espère sincèrement ! Il y a, bien sûr, les rationalisations faciles comme « *cela pourrait toujours être pire* » et « *nous ne sommes pas encore morts* ». Cependant, peu d'entre nous les trouvons entièrement satisfaisantes. Mais il y a aussi la possibilité beaucoup plus séduisante de comprendre comment nous en sommes arrivés là et où nous allons. Une fois que nous l'aurons compris, nous nous reprocherons brièvement d'avoir espéré autre chose, puis nous nous dirigerons vers des choses plus intéressantes. Cette compréhension n'est pas facilement accessible. Pour beaucoup d'entre nous, il devient de plus en plus difficile de combler le gouffre entre les observations et nos souhaits. Voyons voir !

Une nouvelle guerre civile se développe aux États-Unis entre une coalition arc-en-ciel de minorités mécontentes et les rejetons d'une race mourante se plaignant devant l'effacement de leur histoire autrefois glorieuse. Tout d'abord, les héros de la Confédération ont montré une véritable valeur en défendant courageusement leurs États d'origine contre les envahisseurs colonialistes du Nord (défendant aussi concomitamment l'horrible institution de l'esclavage américain, éventuellement le pire type d'esclavage jamais vu).

Mais pourquoi s'arrêter là-bas ? Le prochain lot de héros américains à effacer en utilisant le récemment breveté « *Effaceur Magique de l'Histoire* » sont tous ceux qui sont complices du génocide perpétué contre les Amérindiens (autrefois dénommés « *Indiens* ») en modifiant l'histoire de « *Comment l'Ouest a été conquis* » en « *Comment*

l'Ouest a été violé, torturé et tué », qui, faute d'un message optimiste, ne se révélera pas aussi populaire et sera rapidement oublié. Et pourquoi les Latinos (et les Latines) devraient-ils vénérer les auteurs de la guerre hispano-américaine ou ceux qui sont venus après et continuent de se mêler aux affaires intérieures des pays d'Amérique latine jusqu'à ce jour ? Et qu'en est-il de ce terrible propriétaire d'esclave et suprématiste blanc George Washington ? Abandonnons son nom partout et renommons Washington, le District de Columbia (DC), en Obamaville !

En parlant du District de Columbia... En fin de compte, tout cela va inévitablement retomber sur Christophe Colomb – l'homme coupable d'avoir commencé tout ce désordre accidentellement en « *découvrant* » l'Amérique. Il est tout à fait évident que l'accident historique qu'est « *l'Amérique* » ne devait pas être découvert. Plus facile à dire qu'à faire ! Ce n'est pas un petit objet qui peut simplement se perdre, ou se rater sur une carte, ou se cacher sous une pierre. C'est une civilisation, et pour être rendue à sa pureté originelle, elle doit être alimentée par une machine spéciale de dé-civilisation.

Est-ce suffisant de renverser toutes les statues, d'exploser les visages du mont Rushmore et de criminaliser un discours politiquement incorrect ? À peine ! Les bibliothèques peuvent encore contenir des enregistrements de nombreux énoncés politiquement incorrects, tels que la phrase classique de Sir Winston Churchill : « *Je n'admets pas (...) qu'un grand tort a été fait aux Indiens rouges d'Amérique ou aux Noirs d'Australie. Je ne reconnais pas que du tort a été fait à ces personnes par le fait qu'une race plus forte, une race de plus haut niveau, une race sage plus expérimentée (...) est venue et a pris leur place.* » Un jeune impressionnable pourrait le lire et décider que les efforts visant à promouvoir la diversité lui permet de donner le pouvoir aux perdants et de déchoir les gagnants, ce qui ferait perdre tout le monde, et nous ne pouvons certainement pas y penser. Par conséquent, les bibliothèques doivent également être brûlées. Et le monument de Churchill à Washington... Désolé, Obamaville... doit évidemment être renversé.

Une fois que l'Amérique sera dépouillée de son histoire, ses monuments défigurés et détruits, ses tombes profanées, ses bibliothèques brûlées et leurs histoires oubliées, les survivants de ce cataclysme de colère et d'oubli pourront être réaffectés à une myriade de minuscules micro-identités conçues pour célébrer la diversité.

Idéalement, ces micro-identités devraient être basées non pas sur des temps, des lieux ou des événements historiques, mais sur des particularités et des propriétés personnelles, cosmétiques et d'autres *sous-la-ceinture*. Ensuite, ceux qui seront soumis à une réaffectation d'identité pourront être déplacés vers des espaces sûrs où on leur enseignera à s'exprimer avec des platitudes soigneusement écrites pour éviter des micro-agressions envers telle micro-identité ou telle autre.

Dans le cours normal des affaires humaines, il y a habituellement un ou deux adultes à portée de main qui empêchent une classe maternelle de s'armer et de faire des ravages meurtriers. Mais ici, aux États-Unis, il n'y a plus d'adultes parce que tout le domaine

politique semble avoir presque disparu. J'hésite à appeler cela un spectre politique, car un spectre se compose de lumière, alors qu'il ne reste juste que l'infrarouge – la chaleur résiduelle – plus une puanteur de mort accablante.

Considérez les Démocrates : incapables de prendre en compte le fait que la moitié du pays (à peu près tout le monde en dehors des grandes villes) les déteste et refuse de voter pour eux, ils ont inventé un faux récit dans lequel leur défaite a été causée par un « *piratage/entremise russe* ». Quand ce récit s'est avéré n'être qu'un tissu de mensonges, ils ont actionné le Plan B : Trump est un fasciste, tous ceux qui le soutiennent sont des fascistes, et nous devons donc nous battre dans une guerre civile contre le fascisme.

Parmi les Républicains, moins on en dit mieux c'est, sauf qu'il faut souligner que les partis majoritaires qui ne peuvent rien faire de leur pouvoir ne restent généralement pas des partis majoritaires pendant très longtemps. Quant aux autres partis, je me limiterai à une seule phrase, afin d'éviter de faire perdre son temps à tout le monde. En bref, ce n'est pas la manière de gérer une classe de maternelle.

Et alors le pauvre malheureux Trump qui pensait que prétendre être un politicien et se faire élire président lui permettrait de changer les choses pour le mieux : sécuriser les frontières, remettre les gens au travail, arrêter de perdre des guerres, reconstruire l'infrastructure, réparer le système de soins de santé, retravailler sur les accords commerciaux défavorables, etc. Mais apparemment, il a demandé le travail sans se soucier de lire la description du poste, même si elle est assez courte. En fait, elle ne contient qu'une seule phrase : « *Promettez le soleil et la lune, mais conservez le statu quo.* » Trump est un acteur qui ne savait pas qu'il était un acteur et qui est tombé sur une scène de farce sans savoir que c'était une farce. Il a rapidement perdu le fil de l'intrigue, le reste du casting a perdu l'esprit, et le public son déjeuner.

Dans le cas où vous êtes curieux de savoir ce que l'intrigue de la farce devait être, voilà. Tout d'abord, vous avez votre premier président noir ; ensuite, vous avez votre première femme présidente. Après cela, vous pouvez vous déplacer tout droit pour avoir votre première femme présidente noire ou présenter un nouvel élément : votre premier président gay. De toute évidence, l'élection de votre première présidente noire gay devient désormais essentielle, et ainsi de suite en passant par votre premier président gay noir transsexuel. Un robot multi-sexuel androgénique sera probablement le suivant... Utilisez votre imagination !

Si cela ressemble à un complot pour détourner l'attention de l'entreprise de destruction d'un pays, c'est parce que c'en est un. Les changements demandés par les gens perturberaient le statu quo exigé inconditionnellement par l'alliance impie des intérêts spéciaux, étrangers et nationaux, qui sont encore occupés à gratter la viande sur les os de ce qui était autrefois un puissant empire industriel. Peu importe qui est élu président, l'Amérique va déambuler en traînant les pieds, cherchant plus de cerveaux à manger tout en perdant ses oreilles, ses globes oculaires et ses membres, jusqu'à ce que cet empire finisse.

* * *

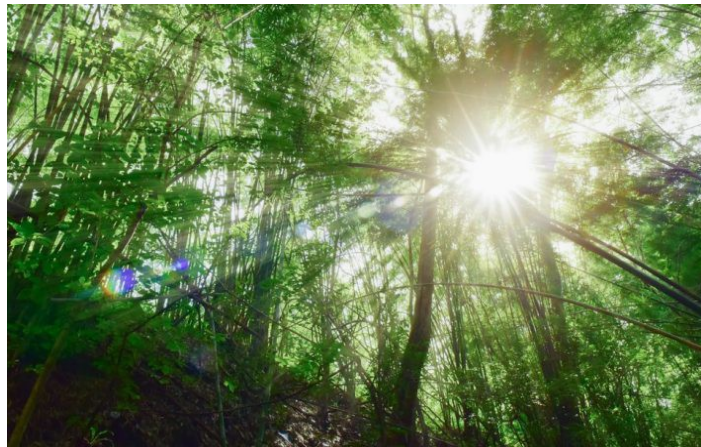
Il y a un peu plus de 21 ans, j'ai compris comment cette histoire finirait, mais j'ai gardé la bouche fermée. Puis, il y a un peu plus de 17 ans, j'ai senti un changement d'humeur et j'ai écrit un article sur le site Web de Mike Ruppert : [Les leçons post-soviétiques pour un siècle post-américain](#). Dans cet article, qui a lancé ma carrière d'écrivain, ce passage se révèle particulièrement pertinent pour ce qui se passe aujourd'hui, et j'espère que vous le prendrez à cœur pour vous sauver vous et ceux qui vous entourent d'une aggravation insensée de la situation.

« Bien que les gens déplorent souvent l'apathie politique comme si c'était une grave maladie sociale, il me semble que c'est comme cela devrait être. Pourquoi les gens essentiellement impuissants veulent-ils s'engager dans une farce humiliante conçue pour démontrer la légitimité de ceux qui exercent le pouvoir ? Dans la Russie de l'ère soviétique, les gens intelligents ont fait de leur mieux pour ignorer les communistes : leur porter attention, en quoi que ce soit par la critique ou l'éloge, ne sert qu'à leur donner du réconfort et des encouragements, ce qui leur fait ressentir leur importance. Pourquoi les Américains devraient-ils agir de manière différente par rapport aux Républicains et aux démocrates ? Pour l'amour des ânes et des éléphants ? ».

J'ai publié trois livres et des centaines d'essais depuis lors, mais je reste sur ce que j'ai écrit au tout début : tout va selon le plan. Je ne sais pas quel est le plan, et je pense que c'est un plan vraiment stupide, mais tout se passe selon lui.

Pourquoi la disparition de la biodiversité est vraiment inquiétante

Clément Fournier E-rse.net



La biodiversité, c'est fondamental. Et c'est pourquoi la perte de la biodiversité est

peut-être l'enjeu écologique le plus grave de notre siècle, celui dont pourtant on parle trop peu.

Lorsque l'on parle de la biodiversité et en particulier des espèces menacées, on a instantanément en tête quelques espèces tutélaires qui font la une des médias depuis quelques années : les pandas, les tigres du Bengale, les ours polaires... Des animaux mignons ou majestueux, menacés par les activités humaines ou la pollution. Cette image d'Épinal donne aux questions de biodiversité une connotation très émotionnelle, très patrimoniale. On ressent tous de l'empathie pour ces animaux, de la pitié, de la tristesse...

Mais se rend-on vraiment compte de la gravité de la situation ? Pas si sûr. Pourtant, plusieurs études récentes expliquent pourquoi la perte de la biodiversité est peut-être l'un des enjeux écologiques les plus graves, peut-être plus graves encore que le réchauffement climatique.

Quantifier la la perte de biodiversité



Alors sortons un peu des clichés. La perte de biodiversité ce n'est pas seulement la disparition des éléphants ou des rhinocéros. C'est bien plus que ça. [Selon les estimations du World Resource Institute avec l'UNEP](#), entre 150 et 200 espèces sauvages disparaissent... tous les jours. Oui, tous les jours. Sachant qu'il y aurait environ 100 millions d'espèces animales vivantes sur la terre (selon les estimations les plus élevées), cela veut dire que nous pourrions détruire absolument toute la biodiversité animale de la planète en moins de 1500 ans (soit moins de 0.5% du temps depuis lequel l'Homo Sapiens existe).

[Une étude du WWF](#) estimait il y a peu que depuis 40 ans, 60% des animaux de la

planète auraient disparu (parmi les populations des 3706 espèces vertébrées surveillées par le WWF). Alors bien sûr, on pourrait arguer que la biodiversité fluctue en permanence : c'est l'un des principes de l'évolution. À certaines périodes, des espèces disparaissent, d'autres apparaissent et certaines évoluent. Mais ce qui est inquiétant aujourd'hui, c'est que le rythme de disparition de la biodiversité est environ 1000 fois supérieur au taux normalement observé. C'est le taux de disparition le plus rapide depuis l'extinction des dinosaures il y a 65 millions d'années.

Bien sûr, on ne se rend pas compte de ces disparitions, puisque la plupart ne sont pas médiatisées. La grande majorité des espèces qui disparaissent sont des insectes, des petits animaux, des oiseaux, des végétaux et malheureusement, cela est moins vendeur médiatiquement que la disparition des grands mammifères. Parfois, ce sont même des espèces que l'on avait même pas encore identifiées qui disparaissent.

Quelles conséquences de la disparition de la biodiversité ?



Mais alors, pourquoi est-ce si grave que des espèces disparaissent ? Tout simplement parce que le fonctionnement des écosystèmes terrestres repose largement sur la diversité des formes de vie qui les composent. En d'autres termes, chaque espèce sur la planète participe d'une manière ou d'une autre au fonctionnement de l'écosystème global. On pourrait dire qu'elles jouent toutes un rôle dans l'"équilibre" des écosystèmes (même si ce terme est galvaudé car en tant que tel il n'existe pas d'équilibre écosystémique). Or si elles disparaissent, ce rôle n'est plus assuré et cela perturbe le fonctionnement global, et cela a forcément des conséquences sur l'humanité.

[En 2005, une étude a tenté de faire la synthèse](#) des différentes manières dont les pertes de biodiversité ont des conséquences dramatiques sur notre environnement de vie. Voici la typologie qu'ils ont dressée sur les liens entre biodiversité et vie humaine :

- Biodiversité et sécurité alimentaire : l'ensemble des données scientifiques (cela est confirmé par [une étude publiée dans Nature en 2015](#)) tendent à prouver que plus un écosystème est riche en biodiversité, plus il est productif sur le plan nutritif. En résumé : plus il y a d'espèces animales, végétales, de champignons ou d'insectes dans un environnement, plus la capacité de cet environnement à transformer les ressources inertes et minérales en ressources vivantes et organiques est élevée. Pour simplifier : les plantes convertissent les minéraux en matière organique, elles sont elles-mêmes converties en éléments nutritifs plus denses et plus complexes par les espèces herbivores, et ainsi de suite. Et plus il y a de plantes, d'insectes et d'animaux différents, plus cette conversion est variée et efficace. La diversité des espèces contribue aussi à maintenir les qualités nutritives des sols et donc à assurer la pérennité de la reproduction des différentes espèces. En résumé : moins il y a de biodiversité, moins les écosystèmes sont efficaces pour produire des éléments nutritifs (plantes, animaux, insectes) que l'Homme peut consommer. L'exemple le plus connu est celui des insectes pollinisateurs : sans eux, le développement des fruits ou des légumes est mis en difficulté.
- Biodiversité et vulnérabilité des écosystèmes : les méta analyses scientifiques expliquent que la biodiversité est un facteur de stabilité pour les écosystèmes dans le sens où plus un écosystème dispose d'une biodiversité variée, plus il résiste aux "aléas". Lorsque la biodiversité diminue, les milieux sont moins résilients, plus vulnérables, car ils sont moins "denses". Par exemple, si certaines espèces de végétaux disparaissent, le sol est alors plus exposé à l'érosion, aux inondations, aux glissements de terrain. Si certaines espèces d'herbivores disparaissent, la multiplication des plantes type arbustes peut rendre les terrains vulnérables aux incendies...
- Biodiversité et santé : la biodiversité favoriserait aussi les conditions d'une meilleure santé. D'abord par l'alimentation (comme vu plus haut) puisqu'en augmentant la diversité de l'alimentation, on augmente la diversité des sources de nutriments. Mais la biodiversité affecte aussi les risques sanitaires. En effet les études montrent que plus un écosystème est riche en biodiversité, moins la diffusion des virus ou bactéries pathogènes est facile.
- Biodiversité et qualité du milieu : la biodiversité favoriserait aussi la qualité de l'air et la qualité de l'eau. Que ce soit à travers le monde végétal, microbien, à travers les variétés de champignons ou même à travers les différentes espèces d'animaux ou d'insectes, la biodiversité et la nature agissent comme des filtres pour notre environnement. La qualité de l'air que l'on respire par exemple dépend de la biodiversité. D'une part, l'oxygène que nous respirons est produit par des espèces vivantes (bactéries, plancton et plantes). Le premier producteur d'oxygène sur la planète c'est le plancton et le phyto-plancton océanique. Quand la biodiversité marine diminue, cela affecte le plancton et sa capacité à produire de l'oxygène. Idem avec les arbres des forêts Amazoniennes. En matière de qualité

de l'eau, c'est pareil, les plantes agissent comme des filtres, des purificateurs.

Au final, on voit que la perte de la biodiversité pourrait affecter à peu près tous les domaines de notre vie : notre capacité à nous nourrir, notre santé, la qualité de notre air et de notre eau, notre capacité à produire...

La perte de biodiversité plus grave que le changement climatique ?

Il est très difficile d'évaluer avec précision les effets concrets de la perte de biodiversité. En effet, puisque la biodiversité fonctionne en termes d'écosystèmes, les effets peuvent rapidement avoir des conséquences insoupçonnées : effets de rétroaction, effets en chaîne, effets papillon... Ainsi, la disparition d'une espèce de prédateur peut entraîner la multiplication d'une espèce de ses proies, qui elle-même va interagir avec l'écosystème et avoir de nouvelles conséquences (par exemple la surconsommation des ressources végétales)... Au final, la disparition ou l'ajout d'une seule espèce dans un écosystème peut entraîner des effets gravissimes et y compris modifier la géographie de l'écosystème. Pour le comprendre, voici une vidéo qui montre l'effet que la réintroduction du loup a eu sur l'écosystème du parc de Yellowstone :



En termes d'ampleur et d'effets, il se pourrait même bien que la perte de biodiversité ait des conséquences encore plus dramatiques que le changement climatique ou la pollution de l'air. Il serait donc temps que l'on se préoccupe de cette question, autant peut-être que de celle du réchauffement climatique.

Brésil, exploitation minière et biodiversité: De destructeurs à prestataires de services environnementaux : quand les frontières entre endommager et conserver sont seulement rhétoriques

Julianna Malerba Publié le 22 Août, 2017



MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES



Le coup d'état parlementaire qui a hissé au pouvoir le gouvernement illégitime de Michel Temer n'est pas à l'origine de l'un des principaux objectifs de la politique minière brésilienne actuelle : augmenter la production minière et sa participation au PIB national. Annoncé récemment par le gouvernement Temer, cet objectif était en fait déjà présent sous la présidence de Dilma Rousseff qui, en 2013, avait envoyé aux autorités législatives la proposition d'un nouveau code minier pour le pays. La différence essentielle entre les deux gouvernements est peut-être le rôle majeur de coordination et de planification attribué à l'État dans ce processus. Ces revendications ont été rejetées au Congrès par le groupe de députés sous la coupe des grandes exploitations minières (1) : ils ont réussi à exclure du nouveau code toutes les propositions qui garantissaient une gouvernance publique sur la politique minière et à inclure des articles qui donnent encore plus de possibilités d'accès aux ressources minières pour le marché (2).

Au Congrès, les modifications parlementaires ont restreint les conditions proposées par le gouvernement pour l'octroi de titres et simplifié les régimes de concession. Elles ont diminué la capacité de l'État à définir les minéraux et les zones à exploiter en priorité. Les articles inclus ont élargi les garanties d'accès des exploitations minières à la terre et à l'eau, leur ont octroyé le droit d'utiliser les eaux nécessaires pour les opérations de concession. En outre, l'Agence Nationale de l'Exploitation Minière (qui devait être créée par la nouvelle loi) s'est vue attribuer la prérogative d'exproprier des biens

immobiliers au profit des activités minières. Le nouveau code visait à neutraliser les effets de lois et de règles qui, en garantissant des droits, restreignaient l'activité minière. Parmi les modifications proposées, il y avait l'exploitation de minéraux dans une unité de conservation où l'activité est actuellement interdite et le besoin de consentement de l'Agence Nationale de l'Exploitation Minière pour la création de zones destinées à la tutelle d'intérêts (comme les unités de conservation, les terres indiennes, les territoires des descendants d'esclaves).

Avec Temer, la dispute autour du code cesse d'être centrale parce que son gouvernement va accélérer, par le biais de mesures provisoires et d'arrêtés, la mise en place des propositions présentées par les parlementaires.

Le moment (encore en cours) de contraction du prix des *commodities* minérales offre un scénario favorable à la mise en place de ces mesures pour soutenir un secteur qui génère des balances commerciales et maintient la stabilité d'une politique économique fortement dépendante de ressources extérieures. Mais si l'on considère que le marché de *commodities* connaît des périodes cycliques de contraction et d'expansion des prix, le plus grand apport de la politique minière du gouvernement Temer sera de cimenter les bases pour maximiser la rentabilité des compagnies minières qui interviennent dans le pays au moment du prochain *boom* de prix.

Mise aux enchères de frontières, de réserves et de terres de populations traditionnelles au profit du grand capital

Avec une mesure provisoire, le gouvernement Temer prévoit à la fois de créer l'Agence Nationale de l'Exploitation Minière et d'ouvrir les frontières du Brésil pour l'exploitation de projets d'exploitation minière. En faisant cela, il retire au Conseil de Défense Nationale sa prérogative de consentement sur l'activité dans ces zones et autorise l'activité d'entreprises aux capitaux majoritairement étrangers – ce qui est actuellement interdit.

Pour restaurer « la confiance des investisseurs et rétablir la sécurité juridique » (qui aurait été produite par le débat sur le nouveau code), le Ministère des Mines et de l'Énergie (MME) s'engage publiquement à simplifier les procédures d'accord pour accélérer la mise en chantier des projets miniers et mettre aux enchères plus de 300 zones déjà analysées par la Compagnie de Recherche sur les Ressources Minérales (agence étatique liée au MME) – des gisements ayant été localisés dans la plupart de ces zones (3). Toujours par l'intermédiaire de mesures provisoires, il prévoit aussi de changer les taux d'imposition et la distribution des *royalties* de l'exploitation minière qui étaient débattus avec le nouveau code (4). Étant donné que l'objectif est d'attirer des investisseurs, la charge fiscale restera certainement la même dans la mesure où elle est hautement bénéfique pour le secteur : en plus de jouir d'un grand nombre de bénéfices fiscaux, il possède l'un des plus faibles taux d'imposition de *royalties* du monde et une formule de calcul très attractive (à la différence de la plupart des pays, il utilise la facturation nette et non brute) (5).

L'autre mesure qui vise à augmenter l'exploitation minière est l'Arrêté n° 126 du MME, qui a mis fin à la Réserve Nationale du Cuivre et Associés créée au début des années 1980 pour que les réserves minières existantes, et surtout riches en or, soient exploitées sur la base d'un régime spécial, sous le contrôle de la Compagnie de Recherche sur les Ressources Minérales. Située dans les états brésiliens du Pará et d'Amapá, la zone compte 46 000 km² et n'était pas ouverte aux compagnies minières. Avec l'extinction de la Réserve, le gouvernement prévoit de rendre cette zone disponible pour les entreprises privées. En faisant cela, il répond à une demande ancienne des compagnies minières qui considèrent la zone aussi importante que la province minière de Carajás en termes de réserves minérales. La mauvaise nouvelle pour le secteur minier, c'est qu'actuellement 69 % de la zone qui comprend la Réserve sont des terres indiennes et des unités de conservation, des lieux où l'activité minière reste interdite.

En avril, le président de la Fondation Nationale de l'Indien (Funai) a déclaré que les terres indiennes devaient être ouvertes à l'exploitation minière. Parallèlement, de nouvelles mesures provisoires (MP 756 et 759) ont proposé de réduire des milliers d'hectares de zones protégées en Amazonie, là où cherchent à s'implanter les compagnies minières et les grands éleveurs. Tout cela montre la convergence entre le gouvernement et les représentants des secteurs qui dominent le Congrès. Les projets de loi qui attaquent le système national d'unités de conservation, qui visent à changer les règles de licence environnementale (PL 3729/2004 et 654/2015), voire à la supprimer (PEC 65/2012) et qui ont l'intention de permettre l'exploitation minière et d'autres activités économiques de grand impact socio-environnemental sur des terres indiennes et des territoires de populations traditionnelles (PL 1610/1996 et PEC 215/2000), trouvent dans le gouvernement actuel un allié de poids.

La logique perverse d'une rhétorique de conservation qui cherche à établir une équivalence entre dégrader et conserver

Jusqu'ici, rien de nouveau. Flexibiliser la protection constitutionnelle de l'environnement et restreindre des droits territoriaux ne constituent pas à proprement parler des agendas nouveaux pour les secteurs liés à l'exploitation minière et à l'agro-industrie. La nouvelle stratégie se réfère à l'élaboration d'une rhétorique qui prétend créer une équivalence entre dégradation et conservation. Au cœur de l'argumentation, l'hypothèse qu'il est possible d'établir un équilibre entre l'impact d'un projet sur la biodiversité et les bénéfices atteints avec des initiatives volontaires de compensation.

Cette modification est produite par un ensemble de stratégies qui incluent la déréglementation des mécanismes obligatoires de protection environnementale (comme nous le voyons) et la création de bases juridiques, conceptuelles et méthodologiques qui visent à mesurer aussi bien les pertes de biodiversité causées par de grands projets de développement que les gains de conservation obtenus par des actions de *compensation de la biodiversité*. Dans la pratique, des investissements sont faits pour conserver des zones dotées d'un écosystème similaire à celui qui a été détruit. Cela permettrait,

suppose-t-on, aux entreprises de produire une « perte nette zéro » de biodiversité et même un « bénéfice net » qui correspondraient à la conservation d'une « quantité » de biodiversité égale ou supérieure à celle qui a été détruite. En plus de construire une image positive pour certains secteurs (dont les activités ont des conséquences réellement négatives sur la biodiversité), obtenir des « bénéfices nets » et « mesurables » de biodiversité permet aussi de créer des « actifs » environnementaux qui, transformés en *commodities* comparables en qualité et en quantité, peuvent devenir commercialisables.

Par le biais d'une opération politique discursive, des pollueurs deviennent des « prestataires de services environnementaux » et la création de nouvelles marchandises donne lieu à l'apparition de nouveaux marchés. Ces initiatives augmentent aussi l'accès à la terre des entreprises : en plus du contrôle territorial et spatial qu'elles ont déjà sur les zones où elles développent leurs activités, elles exercent un contrôle sur l'utilisation des terres destinées à la compensation.

Au Brésil, l'action de ce *lobby* a déjà produit des effets. En 2014, le Secrétariat à la biodiversité et aux forêts du Ministère de l'Environnement a participé à une rencontre sur les modèles de compensation appliqués à l'exploitation minière – au demeurant, un secteur qui adhère plus à l'initiative au niveau mondial (6). Il a publiquement insisté sur la nécessité de développer des instruments destinés à construire le marché de la biodiversité (7).

Fondé en 2010, le Mouvement des Entreprises pour la Biodiversité – Brésil (MEBB) cherche à influencer l'élaboration de la stratégie brésilienne sur la biodiversité. L'un de ses objectifs principaux est de perfectionner les repères légaux et réglementaires sur des thèmes comme la valorisation et l'accès à la biodiversité.

Jusqu'en 2017, le groupe Hydro – qui possède une mine de bauxite à Paragominas (dans l'état brésilien du Pará), a l'intention d'atteindre « zéro perte nette de biodiversité ». Pour y arriver, l'entreprise finance des actions de « restauration de la biodiversité » et de contrôle dans la seule zone forestière restante à Paragominas. Des registres sont effectués sur la variété des espèces et sur leurs comportements, ainsi que des recherches pilotes sur les techniques de restauration et des méthodologies de mesure des résultats (8).

Un chemin similaire est suivi par le géant ALCOA à Juruti Velho (à l'ouest de l'état du Pará), où il extrait également de la bauxite. Afin de « générer un impact net positif » sur la biodiversité, l'entreprise investit volontairement sur la gestion de trois parcs environnementaux : à Poços de Caldas (18 hectares), São Luís (1 800 hectares) et Tubarão (12 hectares). Elle développe également des programmes de réhabilitation de zones minières en définissant des « indices » de biodiversité pour établir des mesures de performance des affaires sur les écosystèmes. D'après le gérant chargé de la durabilité, il s'agit de « l'un des défis principaux de la gestion corporative de la biodiversité » (9).

Bien que la législation brésilienne prévoie l'obligation d'actions de compensation en

termes de pertes de biodiversité causées par des activités de grand impact sur l'environnement, leur mise en place conduit les compagnies minières à des disputes de territoires. Dans l'état des Minas Gerais, la Companhia Siderúrgica Nacional (CSN) et l'entreprise Ferrous Resources do Brasil se disputent en justice une zone qui, malgré l'absence de minerai de fer, est très importante pour le développement de compensations environnementales de l'activité minière. (10)

Derrière la rhétorique conservatrice de la compensation de la biodiversité, il y a la consolidation, à moyen terme, de nouveaux marchés liés à la biodiversité, qui vont imposer de nouvelles formes territoriales connectées à des institutions et à de multiples acteurs (opérateurs du marché financier, agences de coopération, consultants, etc.). Mais pas seulement. La compensation de la biodiversité donne aussi aux entreprises – sur lesquelles planent pourtant plusieurs dénonciations de dommages socio-environnementaux et de violations de droits – le pouvoir de définir la nature, de la valoriser et de la protéger selon un paradigme utilitariste et colonial, qui ignore et s'impose sur la multiplicité des formes d'appropriation et de production de la biodiversité. Une biodiversité instituée historiquement par la créativité et la lutte sociales de ceux qui occupent les frontières convoitées par les nouvelles formes d'accumulation de capital (agriculteurs, peuples indiens et autres populations traditionnelles).

Julianna Malerba, jumalerba [at] gmail.com

FASE, Brasil, <https://fase.org.br/>

NOTES:

(1) Élaboré par l'Institut Brésilien d'Analyses Sociales et Économiques (IBASE), l'étude *[Quem é quem nas discussões do novo código da mineração](#)* analyse les donations de campagne effectuées par les plus grandes compagnies minières en activité dans le pays (Vale, Votorantim, AngloGold, Usiminas, Kinross et MMX). Elle montre l'énorme influence politique des compagnies minières sur les parlementaires qui se prononcent sur le sujet : ceux qui ont le plus reçu de donations sont précisément ceux qui font partie de la Commission sur les Mines et l'Énergie, permanente à la Chambre des députés, et de la Commission Spéciale sur l'Exploitation Minière, créée pour discuter de la réforme du Code.

(2) Pour une analyse de la proposition de nouvelles règles pour l'exploitation minière et des modifications effectuées par les députés, voir <https://fase.org.br/pt/acervo/documentos/o-novo-codigo-mineral-menos-governanca-publica-sobre-o-aproveitamento-dos-recursos-minerais-e-mais-imprescindivel-na-garantia-de-direitos-aos-afetados/>

(3) Cf. <http://www.brasilmineral.com.br/noticias/governo-quer-restaurar-confian%C3%A7a-de-investidores> e <http://www.cnf.org.br/noticia/-/blogs/setor-mineral-espera-capital-estrangeiro-em-futuros-leiloes>.

(4) Cf. <http://economia.estadao.com.br/noticias/geral,mp-que-cria-agencia-da-mineracao-esta-pronta-para-ser-publicada,70001784332>

(5) Cf la *nota técnica* [note technique] publiée récemment par l'Institut des Études Socio-Économiques (INESC) sur les aspects fiscaux (relatifs à la capacité d'accès de l'État au revenu minier et aux moyens ou instruments par lesquels ce revenu minier est obtenu) des grandes compagnies minières au Brésil.

(6) En 2012, 38 entreprises ont adhéré à « engagements du type zéro perte nette », qui consistent à

développer des actions de « compensation » pour les « pertes » au niveau de la biodiversité. 15 d'entre elles étaient des industries du secteur minier. Cf. La réglementation environnementale dans l'Économie verte : des changements pour faciliter la destruction. Bulletin 222 de WRM,

[La réglementation environnementale dans l'Économie verte : des changements pour faciliter la destruction](#)

(7) Cf. <http://www.canalrural.com.br/noticias/agricultura/compensacao-voluntaria-para-biodiversidade-tera-projeto-piloto-brasil-45300>.

(8) Cf. <http://www.otempo.com.br/capa/economia/mineradora-destr%C3%B3i-em-minas-e-compensao-nordeste-1.811277>.

(9) Cf. <http://www.hydro.com/pt-BR/a-hydro-no-brasil/Imprensa/Noticias/2014/Biodiversidade-na-floresta-tropical-do-Brasil/>

(10) ABDALA, Fabio. *Mineração e biodiversidade: uma associação viável e necessária para a sustentabilidade dos territórios com mineração*. 3°. Anuário Mineral do Pará 2014. Simineral, Belém/PA, mars 2014.

133 milliards de tonnes de carbone des sols perdus depuis les débuts de l'agriculture

Rédigé par Émilie Capitaine, le 2 Sep 2017 ConsoGlobe

Depuis que les hommes ont commencé à cultiver la terre il y a 12.000 ans, et davantage encore depuis la révolution industrielle, 133 milliards de tonnes de carbone ont disparu des sols.



Les sols du monde ont perdu 133 milliards de tonnes de carbone depuis que les hommes ont commencé à cultiver la terre, il y a 12.000 ans. Et la perte de carbone des sols s'est fortement accélérée depuis le début de la révolution industrielle.

Les sols : de véritables puits à carbone

Le mètre supérieur des sols de la planète contient trois fois plus de carbone que l'atmosphère tout entière, ce qui en fait **de véritables puits à carbone, à l'instar des**

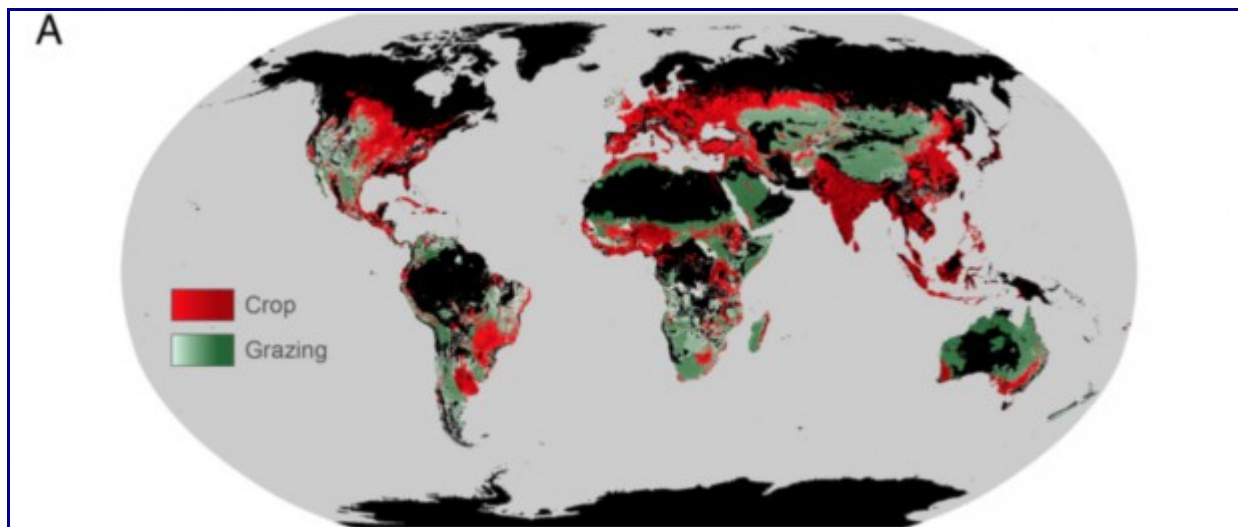
forêts et des océans. Les sols jouent un rôle clé dans le [cycle du carbone](#), en absorbant le carbone des matières végétales mortes. Les plantes absorbent le CO₂ de l'atmosphère via la photosynthèse et le rejettent dans les sols quand les racines et feuilles mortes se décomposent.

Mais sous l'effet de l'activité humaine, et notamment de l'agriculture, le carbone est libéré des sols plus vite qu'il n'est remplacé. Ce rejet net de carbone dans l'atmosphère contribue au réchauffement climatique.

Une nouvelle étude, publiée dans la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences*, a estimé le montant total du carbone qui a été perdu depuis les débuts de l'[agriculture](#) il y a 12.000 ans. **133 milliards de tonnes de carbone, soit 8 % du total des stocks de carbone des sols de la planète, auraient été perdus.** Il s'agit de la "dette en carbone des sols". Deux tiers du carbone perdu auraient été libérés dans l'atmosphère, tandis que le tiers restant pourrait avoir été transporté plus loin avant de se déposer à nouveau dans les sols. Et depuis la révolution industrielle, les [sols](#) ont perdu du carbone à un rythme accéléré.

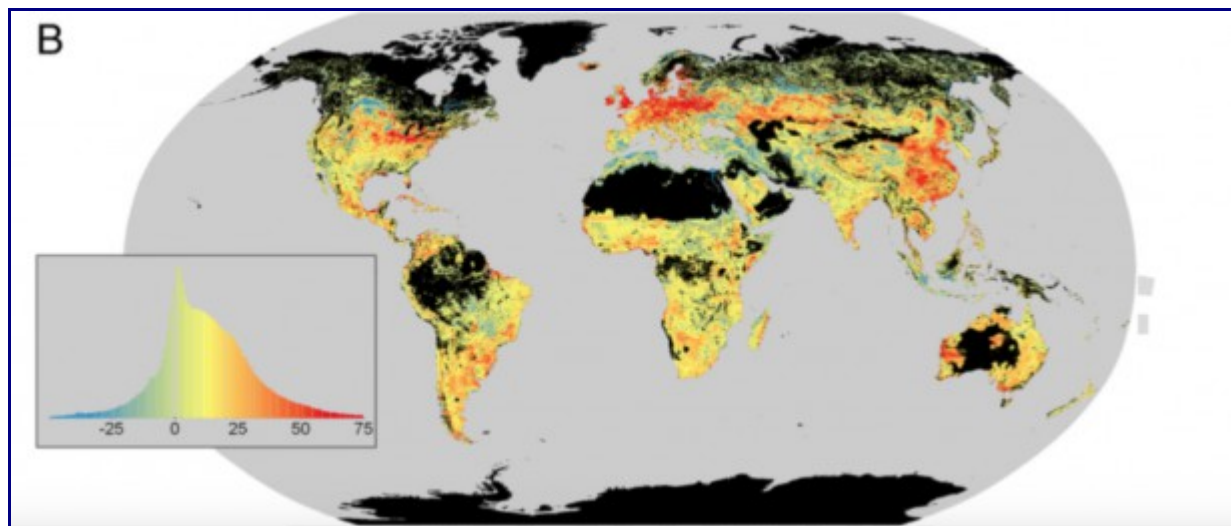
La ceinture de maïs et l'Europe de l'Ouest ont le plus perdu de carbone

Dans le cadre de cette étude, les chercheurs ont conçu un modèle d'intelligence artificielle qui s'est basé sur un ensemble de données concernant les [sols de la planète](#), pour estimer les niveaux des [stocks de carbone](#) des sols dans le passé. Pour calculer la dette en carbone des sols, les chercheurs ont soustrait la quantité actuelle de carbone dans les sols à la quantité de carbone dans les sols estimée dans l'ère pré-agriculture. Grâce à ce modèle, les chercheurs ont également pu estimer les stocks de carbone des sols à différents moments de l'histoire, notamment au cours de l'avènement de la révolution industrielle. **Ces différentes mesures leur ont permis de voir comment l'agriculture, notamment depuis la révolution industrielle, a affecté les stocks des sols mondiaux.**



Cette carte montre la répartition globale et l'intensité de la production agricole végétale (rouge) et du pâturage du bétail (vert) © carbonbrief.org

La ceinture de maïs des États-Unis et l'Europe de l'Ouest sont les deux régions dans lesquelles les sols ont le plus perdu de carbone, en raison de longues périodes d'[agriculture intensive](#). Néanmoins, certaines zones sont également confrontées à des pertes importantes de carbone, malgré une agriculture peu développée. **Il s'agit des pâturages d'Argentine, du sud de l'Afrique et de certaines régions d'Australie.** Ces zones sont particulièrement vulnérables à la [dégradation des sols](#) alimentée par l'agriculture.



Cette carte montre les changements régionaux des stocks de carbone du sol depuis -10.000 avant J.-C. Le bleu représente les taux de gain de carbone du sol depuis -12.000, le rouge les taux de perte de carbone, et en noir, les régions désertiques ou inexploitées. © carbonbrief.org

Rembourser la dette

Déterminer la quantité de carbone qui a été perdue par les sols pourrait permettre aux scientifiques de comprendre quelle quantité de carbone pourrait être réapprovisionnée, **si les sols étaient gérés de façon à ce qu'ils absorbent davantage de carbone qu'ils n'en rejettent dans l'atmosphère.**

Une [meilleure gestion des sols](#), qui contribuerait à réduire les gaz à effet de serre dans l'atmosphère, est **un élément clé de la lutte contre le réchauffement climatique.** Cela permettrait de limiter la hausse des températures d'ici 2100 en-dessous de 2°C, conformément aux objectifs fixés par l'Accord de Paris sur le climat.

En théorie, les sols pourraient réabsorber tout le carbone qu'ils ont perdu depuis la révolution agricole. Mais en pratique, cela semble compromis. En effet, comme l'explique le Dr Jonathan Sanderman, un chercheur au *Woods Hole Research Center*, **il faudrait pour cela abandonner l'agriculture et restaurer complètement les écosystèmes naturels.** Dans la mesure où il faudra nourrir d'ici 2050 10 milliards d'individus, la quantité de carbone perdu que les sols pourraient réabsorber s'ils étaient

gérés différemment est bien plus faible. Néanmoins, en dépit des contraintes, cette étude constitue une avancée sérieuse vers la recherche de solutions pour réapprovisionner les stocks de carbone des sols.

SECTION ÉCONOMIE



Les USA à un mois du défaut de paiement

Publié le 4 septembre 2017 à 11:09:15 par Tiger54 / [20 commentaires](#) / 1 148 vues

Dans un mois, les caisses du gouvernement américain seront vides si le plafond de la dette publique n'est pas relevé. Les experts ont déjà ouvert le concours du... Lire la suite



Selon Jim Rickards, le cours de l'Or pourrait atteindre les 10 000 dollars l'once

Publié le 4 septembre 2017 à 10:07:37 par Tiger54 / [24 commentaires](#) / 949 vues

Le moment est-il venu d'acheter de l'or au plus fort des tensions avec la Corée du Nord ? Ce pays s'amuse à tester des bombes et à défier la communauté... Lire la suite



La dé-dollarisation s'accélère: la Chine s'apprête à lancer un contrat à terme sur le pétrole brut libellé en yuan

Publié le 3 septembre 2017 à 19:46:28 par Tiger54 / [13 commentaires](#) / 2 355 vues

La Chine, premier importateur de pétrole au monde, se prépare à lancer un contrat à terme sur le pétrole brut libellé en yuan et convertible en or. Ce contrat... Lire la suite



Le dollar américain est-il au bord de l'implosion ?

Publié le 3 septembre 2017 à 14:12:01 par Tiger54 / [15 commentaires](#) / 2 594 vues

Pendant que tout le monde continue de se focaliser sur les marchés actions, un phénomène bien plus important se trame actuellement. Et il concerne le dollar américain.... Lire la suite



Un nouvel essai nucléaire réussi de Pyongyang provoque un séisme

Publié le 3 septembre 2017 à 11:51:27 par Tiger54 / [33 commentaires](#) / 1 885 vues

Voilà un nouvel essai nucléaire nord-coréen pour continuer d'écrire la légende du régime. Pyongyang a procédé ce dimanche à un test, le 6ème depuis 2006. Une... Lire la suite



Graham Summers: L'Or bondit tandis que l'effondrement du dollar ne fait que commencer

Publié le 2 septembre 2017 à 12:58:05 par Tiger54 / [42 commentaires](#) / 3 146 vues

L'effondrement du dollar américain a déjà eu pour conséquence de déclencher un important mouvement d'inflation. En particulier sur l'Or qui vient de... Lire la suite



The Economist: « Préparez-vous à une monnaie mondiale d'ici 2018 »

Publié le 2 septembre 2017 à 10:27:11 par Tiger54 / [42 commentaires](#) / 4 136 vues

Pour être clair : ceci n'est pas une fake news. Voici un article de The Economist publié il y a 29 ans et six mois : PRÉPAREZ-VOUS AU PHÉNIX 9 janvier, 1988,... Lire la suite



Etats-Unis: Au 31 Août 2017, près de 102 MILLIONS d'américains sont toujours sans emploi

Publié le 1 septembre 2017 à 20:03:00 par Tiger54 / [13 commentaires](#) / 1 526 vues

Le nombre d'américains se trouvant hors de la population active (en dehors du marché du travail) se situe toujours proche des sommets historiques au 31 Août 2017, selon... Lire la suite



P. Béchade: Emploi US: Chiffres d'août mauvais, chiffres de juin et juillet révisés à la baisse. Que se passe-t-il ?

Publié le 1 septembre 2017 à 19:28:12 par Tiger54 / [1 commentaire](#) / 2 292 vues

L'économie américaine a créé 156.000 emplois non agricoles le mois dernier, a annoncé vendredi le département du Travail, alors que certains économistes avaient... Lire la suite



USA: Ne pas relever le plafond de la dette serait pire sur l'économie que l'effondrement de Lehman, d'après S&P

Publié le 1 septembre 2017 à 15:00:34 par Tiger54 / [13 commentaires](#) / 1 428 vues

Les économistes de l'agence de notation Standard & Poor's ont averti que l'éventuelle incapacité du gouvernement à éviter une fermeture de ses services... Lire la suite

Le dollar américain est-il au bord de l'implosion ?

Source: [gainspainscapital](#) publié par: [BusinessBourse.com](#) Le 03 Sep 2017

Pendant que tout le monde continue de se focaliser sur les marchés actions, un phénomène bien plus important se trame actuellement.

Et il concerne le dollar américain.

Alors que CNBC et les médias financiers adorent parler des marchés actions, en réalité, ces derniers ne représentent que l'une des plus petites classes d'actifs au monde.

Tenez compte des éléments suivants...

A l'échelle mondiale, le marché boursier s'élève à environ 70 000 milliards de dollars.

Les obligations, à titre de comparaison, dépassent les 217 000 milliards de dollars.

En revanche, le marché des devises éclipse tout. Bien qu'il soit impossible de connaître sa taille réelle (*Toutes les opérations impliquent un échange entre 2 devises, de sorte que la taille réelle est impossible à mesurer*), nous savons qu'il se traite sur les marchés des devises entre 4 000 et 5 000 milliards de dollars par jour. (*En comparaison, les échanges sur le New York Stock Exchange, représentent moins de 4% par jour*).

En bref, le marché des devises est le plus gros et le plus liquide au monde. Donc, lorsqu'un changement majeur se produit, c'est ce marché qui est d'abord impacté.

Le dollar américain est la plus importante devise au monde et il est en train d'imploser.

Depuis le mois de Janvier 2017 et Jusqu'en Juillet, le billet vert n'a fait que plonger. Il a baissé d'environ 10% depuis le début de l'année.



Plus important encore, cet effondrement du dollar est en train d'attaquer un important support à la baisse.

Si ce support venait à céder, nous pourrions assister à l'effacement de l'intégralité de la hausse du billet vert depuis 2014.



Ce serait alors le point de départ d'une forte poussée inflationniste. L'or et l'argent atteindront de nouveaux sommets. Et certains investisseurs utiliseront cette tendance et bâtiront des fortunes.

Si vous n'avez encore rien fait pour en profiter, [alors dépêchez-vous.](#)

Etats-Unis: Au 31 Août 2017, près de 102 MILLIONS d'américains sont toujours sans emploi

Michael Snyder et BusinessBourse.com Le 01 Sep 2017



Le nombre d'américains se trouvant hors de la population active (*en dehors du marché du travail*) se situe toujours proche des sommets historiques au 31 Août 2017, selon les nouvelles données sur l'emploi publiées ce vendredi 1^{er} Septembre 2017 par le département du travail américain ([Bureau of Labor Statistics-BLS](#)).

Le Département du Travail Américain (Bureau of Labor Statistics – BLS) rapporte ce vendredi 1^{er} Septembre 2017 que **94,785 millions d'américains** (âgées de 16 ans et plus) n'étaient ni employés le mois dernier, ni en recherche active d'un emploi durant les quatre dernières semaines.

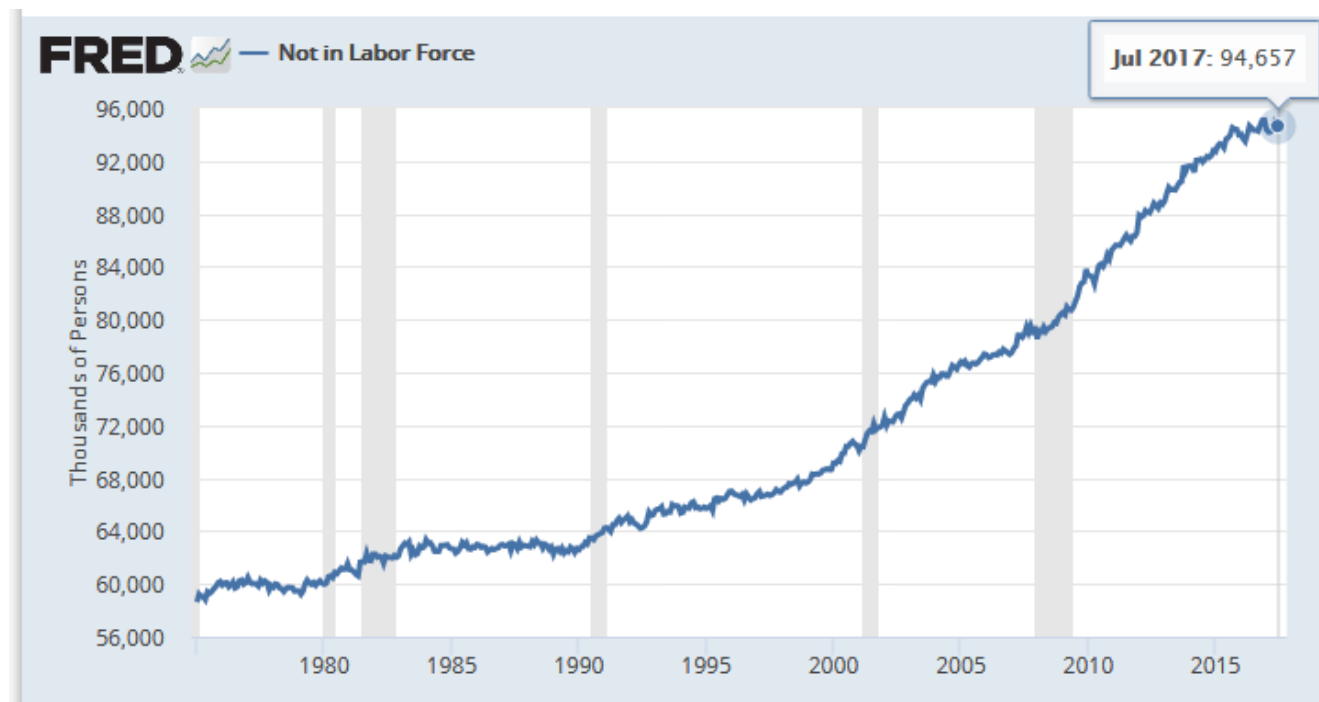
Le nombre d'américains se trouvant exclus du marché du travail au 31 Août 2017(Not in labor force), est donc de 94,785 millions d'individus auxquels il faut ajouter 7,132

millions d'américains officiellement déclarés au chômage (unemployed)

En résumé: 94,785 + 7,132 = 101,917 ≈ 102 millions d'américains se trouvent sans emploi au 31 Août 2017.

Employment status, sex, and age	Not seasonally adjusted			Seasonally adjusted ⁽¹⁾					
	Aug. 2016	July 2017	Aug. 2017	Aug. 2016	Apr. 2017	May 2017	June 2017	July 2017	Aug. 2017
TOTAL									
Civilian noninstitutional population	253,854	255,151	255,357	253,854	254,588	254,767	254,957	255,151	255,357
Civilian labor force	159,800	161,911	160,863	159,508	160,213	159,784	160,145	160,494	160,571
Participation rate	62.9	63.5	63.0	62.8	62.9	62.7	62.8	62.9	62.9
Employed	151,804	154,470	153,576	151,655	153,156	152,923	153,168	153,513	153,439
Employment-population ratio	59.8	60.5	60.1	59.7	60.2	60.0	60.1	60.2	60.1
Unemployed	7,996	7,441	7,287	7,853	7,056	6,861	6,977	6,981	7,132
Unemployment rate	5.0	4.6	4.5	4.9	4.4	4.3	4.4	4.3	4.4
Not in labor force	94,054	93,240	94,494	94,346	94,375	94,983	94,813	94,657	94,785
Persons who currently want a job	5,824	5,713	5,852	5,841	5,707	5,561	5,431	5,420	5,844

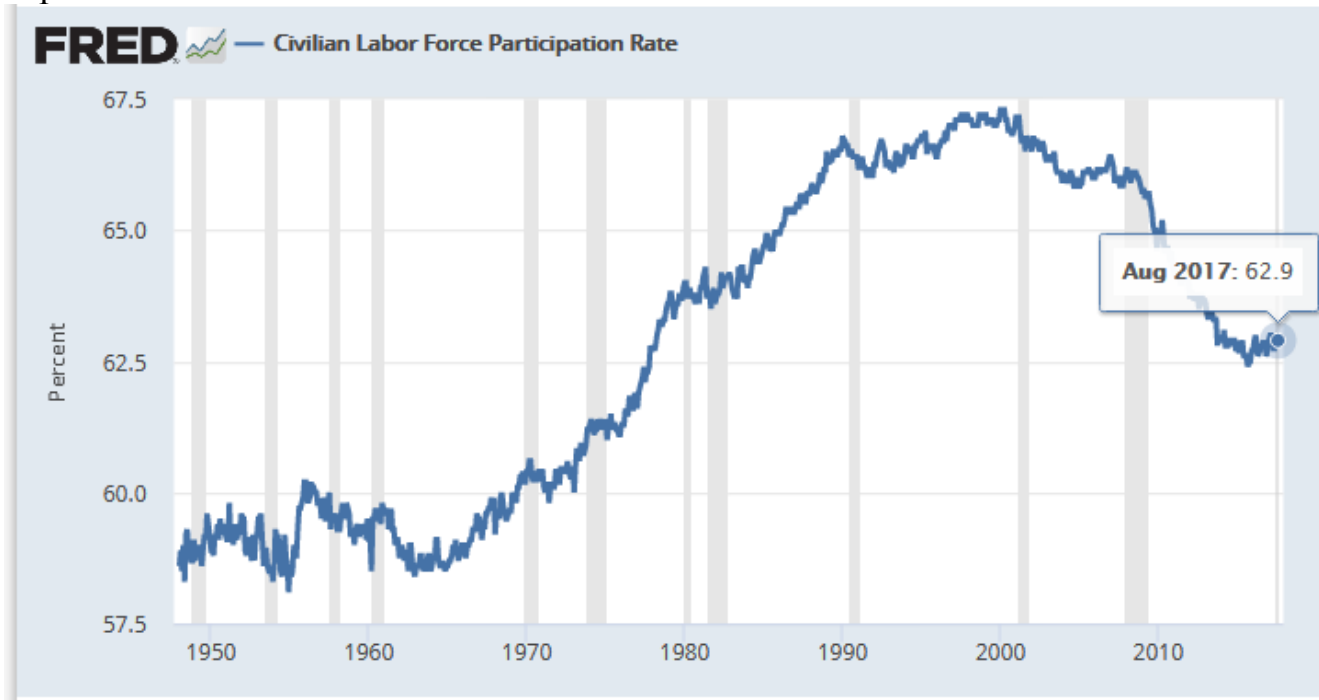
Maintenant, vous trouverez ci-dessous le graphique partagé par la Réserve Fédérale de Saint Louis sur le nombre d'américains âgés de 16 ans et +, se trouvant en dehors de la population active au 31 Août 2017: 94,785 MILLIONS



[LIEN: USA: Remake des années 30 ? ... Le pourcentage d'hommes sans emploi est identique à celui de la grande dépression](#)

De plus, le taux de participation à la population active se situe à 62,9 % au 31 Août 2017. Ce taux de participation à la population active n'a jamais été aussi bas depuis Avril 1977.

Ci-dessous, vous trouverez le graphique partagé généreusement par la Réserve Fédérale de Saint Louis sur le taux de participation à la population active: 62,9 % au plus bas depuis Avril 1977

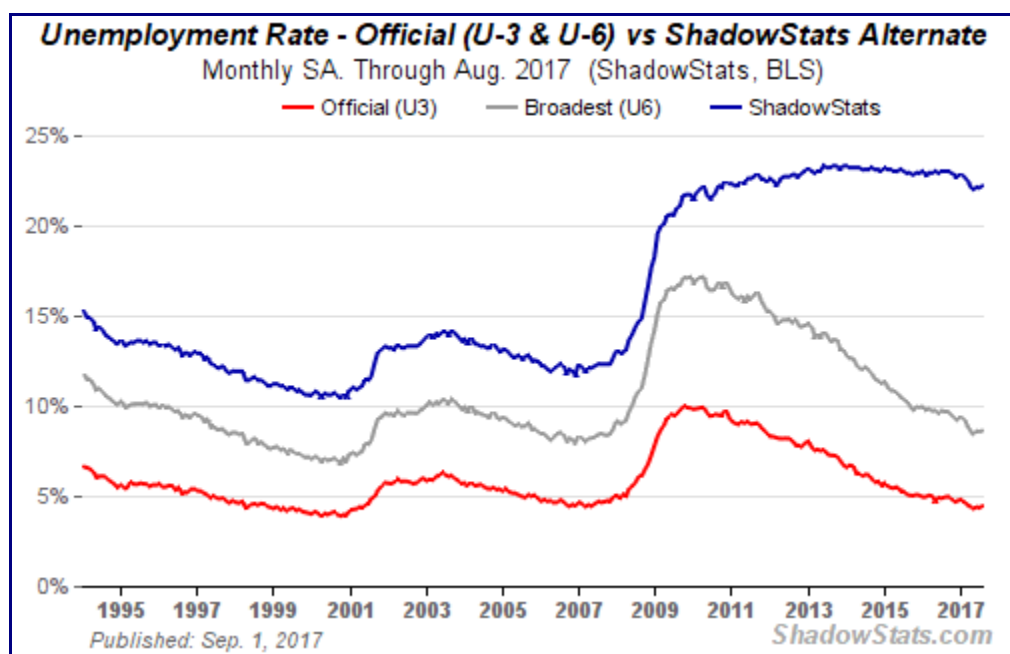


Avec autant d'américains exclus de la population active, il est légitime de s'interroger sur ce si faible taux de chômage de 4,4 % qui serait à son plus faible niveau depuis mai 2001 et de cette soit disant situation de plein emploi !

Mais alors, quel serait le réel taux de Chômage aux Etats-Unis ?

Un graphique vaut parfois mieux qu'un long discours. Ce dernier est très intéressant puisqu'il vous montre le taux officiel basé sur l'indice U3 (l'officiel), on découvre aussi l'indice U6 utilisé par le BLS (Bureau of Labor Statistic) qui permet une mesure plus large des chiffres du chômage puisqu'il prend en compte certains chômeurs découragés ou à temps partiel cherchant malgré tout un emploi à plein temps. *Enfin, nous avons l'indice utilisé par Shadowstats qui prend en compte quant à lui toutes les personnes exclues des statistiques.*

Le taux de chômage serait de 22,2% au 31 Août 2017 selon le site [shadowstats](http://shadowstats.com) de John Williams.



Comme vous le voyez, le taux de chômage aux Etats-Unis est situé entre 20 et 25 %. Qui a parlé de reprise aux Etats-Unis ? Quand on sait que les taux de chômage en Espagne ou en Grèce se situent « officiellement » dans les 22 % ou plus, il y a de quoi avoir froid dans le dos.

Vous me direz certainement que vous le saviez, que cela n'apporte rien, ou que nous ne sommes pas mieux avec nos 9 millions de chômeurs « officieux » ([France: Nouveau record du chômage toutes catégories confondues au mois de Juillet 2017 – Source INSEE](#)), je vous répondrai simplement que tous les analystes se basent sur les chiffres officiels pour leur prévision, autant dire qu'avec un taux aussi biaisé ils ne risquent pas d'être au bout de leur surprise !

N'oubliez pas ce qu'a déjà expliqué **Olivier Delamarche** au sujet des américains que l'on sort de la population active... « *A force de sortir les gens de la population active, Barack Obama va finir par obtenir un taux de chômage négatif.* » Les taux négatifs sont à la mode actuellement...

ATTENTION!! Actuellement, les indices ne grimpent pas du fait de l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche ou bien d'une embellie soudaine dans l'économie. Si les indices grimpent c'est parce qu'il n'y a plus qu'un seul acheteur que sont les banques centrales. Or malheureusement dans la vie réelle, la situation économique américaine n'arrête pas de se détériorer comme vous pourrez le constater ci-dessous. Alors remonter les taux dans de telles conditions et avec un monde endetté comme jamais il ne l'a été de toute l'histoire est suicidaire.

[Dessous, l'état de santé plus que chancelant de l'économie américaine](#)

[Plus de 102 millions d'américains sont sans emploi](#)

- **[Etats-Unis: depuis 2007, 1,4 million d'emplois de serveurs et barmans ont été](#)**

- créés contre autant d'emplois détruits dans l'industrie manufacturière
- Etats-Unis: Les « Tanguy » américains n'ont jamais été aussi nombreux depuis la Grande dépression des années 30
 - Les laissés-pour-compte de l'économie Américaine... sont des millions.
 - Etats-unis: Pauvreté: de plus en plus d'adolescents se prostituent pour se nourrir
 - Croulant sous les dettes, près de 20% des jeunes adultes américains vivent chez leurs parents ou grands-parents
 - Sachez que dans 20 % des familles américaines, plus personne ne travaille...
 - USA: Le commerce de détail s'effondre, « Sears, Macy's et The Limited » sont tous en train de fermer leurs magasins
 - Etats-Unis: Pourquoi Walmart et Boeing licencient-ils, si selon OBAMA, l'économie Américaine se porte bien !
 - Plus de 46 millions d'américains font la queue devant les banques alimentaires et parfois dès 6 h 30 le matin
 - Etats-Unis: Remake des années 30 ? ... Le pourcentage d'hommes sans emploi est identique à celui de la grande dépression
 - Etats-Unis: Les villages de tentes pour sans-abri poussent comme des champignons. La pauvreté est en Inflation vertigineuse
 - Toujours plus d'emplois délocalisés en dehors des USA... Ford transfère sa production de petites voitures au Mexique
 - 47% des américains ne peuvent même plus sortir 400 dollars pour couvrir un simple imprévu
 - 33% des Américains n'arrivent même plus à subvenir à leurs besoins élémentaires
 - certains Etats américains font déjà face à un très profond ralentissement économique
 - Comme prévu, l'Obamacare est en train de tuer la classe moyenne américaine
 - Etats-Unis: le taux d'accession à la propriété vient d'atteindre son plus faible niveau jamais enregistré
 - Les échanges commerciaux, internes aux USA, sont à leur plus bas depuis 6 ans.
 - Fonds de pension américains: Bombe à retardement !
 - La prochaine crise des subprimes est déjà là. 12 faits montrent que le secteur automobile U.S est au bord du gouffre
 - USA : Cataclysme sur le commerce de détail. « SEARS » en faillite annoncée, et « PAYLESS » bientôt en « dépôt de bilan »
 - USA: 33% des Centres Commerciaux poussés à la fermeture. Des Panneaux « Available Space » fleurissent un peu partout !
 - L'économie Américaine s'effondre. 11 Citations de Donald TRUMP !
 - Les infrastructures Américaines sont dans un état de délabrement plus

qu'avancé. 11 faits l'attestent !

Les USA à un mois du défaut de paiement

Source: sputniknews et BusinessBourse.com Le 04 Sep 2017



Dans un mois, les caisses du gouvernement américain seront vides si le plafond de la dette publique n'est pas relevé. Les experts ont déjà ouvert le concours du scénario le plus apocalyptique.

Plus le pronostic est sinistre, plus grand sera son écho auprès du public — c'est logique. Et c'est précisément le coup marketing parmi d'autres qu'a décidé d'utiliser l'agence de notation Standard & Poor's. D'ailleurs, c'est elle qui avait réduit la note de crédit des USA en 2011, précisément après la dernière tentative ratée d'augmenter le plafond de la dette publique. Selon [Vestifinance](#).

LIEN: Warning: Fitch menace d'abaisser la note des Etats-Unis

Il suffit de noter le titre de l'article publié par l'agence pour comprendre: «With A Shutdown, There Will Be Blood» («En cas d'arrêt du gouvernement, le sang va couler»). L'article continue sur le même ton dramatique.

Ainsi, l'économiste du département américain de S&P Beth Ann Bovino déclare que si le plafond de la dette publique n'était pas relevé, cela provoquerait des conséquences encore plus catastrophiques qu'après l'effondrement de Lehman Brothers. De plus, on pourrait assister à un véritable crash anéantissant toute la croissance économique post-crise.

Par ailleurs, Beth Ann Bovino n'accorde pratiquement aucune attention aux éventuelles conséquences de la dette technique des USA, par exemple une perte potentielle, par le dollar, du statut de monnaie de réserve. L'économiste se concentre essentiellement sur les pertes subies pour l'économie en cas d'arrêt du travail du gouvernement.

En particulier, elle écrit que si la suspension du travail du gouvernement arrivait au début du prochain trimestre, elle coûterait au PIB du pays au moins 6,5 milliards de dollars par semaine. Beth Ann Bovino base son analyse sur l'expérience des anciens shutdowns en 1995-1996 et de l'arrêt du travail du gouvernement pendant 16 jours en octobre 2013.

Par ailleurs, Beth Ann Bovino, tout comme les analystes de Goldman Sachs, ne croît pas vraiment à un arrêt du travail fin septembre, du moins elle estime cette probabilité peu plausible. D'autant que les conséquences de l'ouragan Harvey rendent le pire des scénarios moins probable.

D'un autre côté, l'économiste de S&P ne s'empresse pas d'annoncer une fin positive à cette histoire. «*Miser sur la réflexion rationnelle du gouvernement américain pourrait être risqué*», écrit-elle.

Et manifestement, les acteurs du marché sont du même avis. La marge de revenus sur les lettres de change expirant en octobre et en septembre a considérablement augmenté hier, ce qui confirme l'anxiété des investisseurs. La disposition actuelle signifie que les investissements dans les obligations de dette expirant en octobre paraissent très risqués. Si le shutdown avait lieu, ces titres pourraient ne pas être remboursés.

Où sont les nouveaux emplois ?

Rédigé le 1 septembre 2017 par [Bill Bonner](#)

Nouveau principe :

Un nouveau gouvernement ne peut faire de bonnes choses qu'en défaisant les bonnes choses que les précédents gouvernements affirment avoir réalisées.

C'est-à-dire qu'il n'apporte rien de bien en rajoutant ses propres programmes. Il ne peut améliorer les choses qu'en éliminant les programmes idiots déjà en place.

Ca, c'est un problème majeur pour un nouveau président.

Car ce sont les gens en charge du gouvernement (le *Deep State*) qui mettent en place ces programmes dont ils continuent de profiter.

Et ils n'y renoncent pas volontiers.

C'est ainsi qu'en l'an de grâce 2016, Donald J. Trump regarda autour de lui et découvrit que la vie des Américains était devenue bien pénible.

Par rapport au siècle dernier, ils étaient moins nombreux à détenir un emploi leur permettant de « gagner leur vie ». Ils ne pouvaient pas s'acheter ce qu'ils voulaient car les prix avaient grimpé trop vite par rapport à leurs revenus réels.

Dans le même temps, les quelques personnes qui étaient riches et puissantes se moquaient d'eux, les traitant de « déplorables » et « d'électeurs mal informés » qui vivent dans « l'Amérique profonde »... hissent le drapeau américain sur le pas de leur porte... ne consomment pas de *lattes* et ne pratiquent pas le Pilates... ne reconnaissent pas un vin français à la forme de la bouteille... et ne sont ni gay, ni bisexuels, ni adeptes du sans gluten.

« Le Donald » a parlé au nom de ces masses opprimées, le *lumpenproletariat* de

l'Amérique. Et il a promis de tout arranger.

Il a promis de nous ramener au pays où « ruissellent le lait et le miel »... comme c'était avant. Nous pourrions à nouveau extraire du charbon. Nous pourrions relancer les usines de Youngstown, Gary et Toledo.

Les pompistes bondiraient de leurs tabourets et recommenceraient à remplir nos réservoirs et à laver nos pare-brises. Nous serions fiers à nouveau.

Au Detroit Economic Club, durant l'été 2016, le candidat Trump a pesté contre « la plus faible reprise enregistrée depuis la Grande Dépression ». Et ensuite... il s'est servi d'une métaphore qui marquerait la Ville de l'Automobile en ajoutant : « je veux une Amérique qui démarre au quart de tour ».

Plus tard, à Chicago, il a promis qu'il « serait le plus grand président créateur d'emploi que Dieu ait jamais créé ».

« Nous allons avoir une croissance de l'emploi comme vous n'en avez jamais vu », a-t-il prédit.

Cela a suffi à le faire passer en tête dans le Michigan, l'Ohio et en Pennsylvanie... ce qui l'a propulsé à la tête de l'Amérique.

A présent, au moment où les sonneries des écoles retentissent à nouveau, où le soleil s'est déjà éloigné de son zénith pour l'année 2017, il est temps de demander la chose suivante à ses partisans : « qu'est-ce que cela a donné, pour vous ? »

Un Empire dégénéré présidé par une potiche

Ouh la, cher lecteur... Vous êtes probablement en train de vous dire : « ça y est, c'est reparti... il va critiquer le président ».

Mais ce n'est pas une critique de M. Trump. Il a fait précisément ce que nous pensions, ce que presque tous les présidents auraient fait, dans sa situation.

Peut-être bien que nous souhaitons un héros qui s'attaquera « au système » et reprendra les choses en main. Mais ce n'est pas ainsi que fonctionne un empire vieillissant, dégénéré et dirigé par l'élite du *Deep State* solidement établie. Le président n'est pas aux commandes ; on ne peut le tenir pour responsable. Ce n'est qu'un figurant évoluant dans une pièce de théâtre bien plus vaste.

M. Trump nous dit que son gouvernement a « créé des millions de nouveaux emplois ». Ces chiffres proviennent du département du Travail, dont la mission est de les manipuler. Il s'agit des statistiques de croissance des emplois non-agricoles au cours des six premiers mois de l'année.

Avant d'examiner ces chiffres par rapport aux précédentes statistiques relatives à la création d'emplois, revenons à notre maxime et regardons de plus près.

Lorsqu'un président dit qu'il « a créé » des emplois, il parle pour la galerie. Les

présidents ne créent pas d'emplois. Leurs gouvernements non plus.

Le Congrès peut passer des lois, revendiquer la création d'emplois. Mais tout ce qu'il peut faire, c'est prendre de l'argent à certains et le donner à d'autres. Il crée surtout de faux « emplois » qui n'existeraient pas dans un monde gagnant-gagnant.

Sans marchés permettant la « découverte » des prix, sans concurrence permettant d'éliminer ceux qui ont de mauvaises performances, et sans bénéfices (ou pertes) permettant de définir le score, il n'existe aucun moyen de savoir si un travail vaut la peine d'être effectué ou non. Voilà pourquoi la plupart des emplois créés par l'Etat finissent en emplois zombies.

Les « emplois créés » ponctionnent de l'argent et des ressources sur l'économie réelle, et réduisent le nombre d'emplois réels.

Par conséquent, une nouvelle équipe à la Maison Blanche ne peut augmenter le nombre d'emplois réels qu'en opérant des coupes dans les programmes bidon mis en place par les précédentes équipes, notamment ceux qui empêchent les nouvelles et petites entreprises de progresser, où de nouveaux secteurs se forment, où de nouvelles embauches ont lieu.

La création d'emplois est en baisse

C'est ce que semblait promettre M. Trump en 2016 : nous débarrasser du poids de l'Etat, des compères et des zombies, en réduisant la réglementation et le gaspillage des dépenses, en diminuant les impôts, les emprunts et le baratin.

Alors... que s'est-il passé jusqu'à présent ?

Peut-être avons-nous raté quelque chose mais, à notre connaissance, aucune mesure significative n'a été prise dans ce sens.

Rien de ce qui compte pour le *Deep State* — l'argent et le pouvoir — n'a été menacé. D'après ce que nous pouvons dire, le démarrage au quart de tour a subi des ratés.

L'économie continue de tourner à contrecœur, sans augmentation de la production. Au contraire, les secteurs clés — l'immobilier, l'automobile et la restauration — affichent tous une activité en baisse.

Les consommateurs semblent commencer à manquer d'argent : c'est exactement ce à quoi l'on peut s'attendre en fin de cycle d'expansion (aussi faible soit-elle).

Et *quid* de la progression de l'emploi ?

Il s'avère que le taux de création de nouveaux emplois a baissé et non augmenté. Selon le *Fiscal Times* :

« Non seulement cette progression de l'emploi sur six mois ne peut être qualifiée de 'démarrage au quart de tour', mais elle reflète un ralentissement de la création d'emplois par rapport aux six mois précédant la prise de fonction de M. Trump.

Depuis le mois de janvier dernier, la progression mensuelle du marché total de l'emploi, aux Etats-Unis, a baissé de 2% par rapport aux six mois précédents, et de 9% par rapport à l'ensemble de l'année 2016. »

Et ce pauvre Etat du Michigan. Au cours des six derniers mois du gouvernement Obama, l'Etat a créé 7 850 nouveaux emplois par mois. Sous le gouvernement Trump, la progression de l'emploi a chuté à 2 550 emplois par mois, soit un plongeon de près de 70%.

La Pennsylvanie a vu ses emplois chuter, elle aussi, mais ce n'est pas aussi catastrophique. Au dernier semestre 2016, elle affichait 6 000 créations d'emplois par mois. Ce chiffre a chuté d'un tiers au cours du premier semestre du gouvernement Trump.

Je le répète, je ne critique pas une ex-star de la télé-réalité. Cela aurait été miraculeux qu'il comprenne ce qui se passe, à plus forte raison qu'il soit capable de faire bouger les choses dans la direction qu'il souhaitait, quelle qu'elle soit.

La véritable histoire dépasse tout cela... elle est plus inquiétante... et plus intéressante. On y trouve beaucoup de méchants mais très peu de véritables héros.

Du travail ou de la richesse ?

Rédigé le 1 septembre 2017 par [Simone Wapler](#)

On parle beaucoup de création d'emplois dans les pays développés. Mais où est la création de richesse ?

« Pffff... Ici, c'est désespérant. Tu n'imagines pas. »

Mon fils qui habite et travaille au Congo me téléphonait hier soir.

Mon coeur de mère a sombré...

« Désespérant ? »

« Oui. Même les Chinois ont refusé un prêt au gouvernement congolais. Quand même les Chinois ne mettent plus d'argent, c'est la fin... Les Congolais sont en train de négocier avec le FMI. Mais ce n'est pas ça, le pire. »

Avant de passer au pire, voyons le reste du monde.

Comme le rappelle Bill Bonner, Trump a été élu sur une promesse de création d'emplois. Le premier bilan de sa présidence est mauvais.

Macron a été élu sur des promesses de réforme, pardon, « transformation » du marché du travail. Plus de souplesse de la réglementation dans ce domaine devrait aider à la création d'emplois a-t-il dit — et les gens l'ont cru. Ou bien, ils n'ont pas vraiment écouté.

La France essaie-t-elle d'appliquer le principe énoncé par Bill Bonner selon lequel « pour améliorer la situation, un gouvernement doit défaire ce que les précédents ont fait pour améliorer la situation » ? Cette tentative sera-t-elle couronnée de succès ? Nous verrons bien...

Ce qui est important ne sont pas les emplois ou le travail, mais la richesse créée. Travailler de façon stérile est idiot. Comment savoir si votre emploi crée de la richesse, ajoute de la valeur à ce qui existe déjà ? Les prix, le marché, c'est-à-dire la concurrence. C'est aussi simple que cela.

La richesse ne se crée pas par en haut, par le gouvernement, mais par en bas.

Retour au Congo.

« Tu comprends, évidemment, il y a la rente pétrolière. C'est 75% des recettes de l'Etat ici. Quand le pétrole est cher tout va bien. Quand le pétrole est bas, c'est la panique.

Le problème, c'est que les Congolais ne savent pas créer de richesse eux-mêmes. Ils ne savent que prélever sur la création de richesse faite par d'autres. Ils rêvent, d'administration, de bureaucratie, de compagnie aérienne nationale, mais pas de business. Pourtant, il y a plein de choses à faire...

Si le pétrole remonte, les Congolais se croiront riches, mais la vraie richesse s'en va. Ceux qui gagnent de l'argent ne le laissent plus ici. Les gens n'investissent que s'ils sont rassurés par le droit de propriété, qu'ils ne risquent pas l'expropriation, la confiscation, la nationalisation, la guerre civile.

C'est la panique dans les banques, en ce moment. L'argent ne sort plus et il rentre moins. Les gens qui y apportent leurs recettes en *cash* se font braquer. Les fonctionnaires et même la police ne sont plus payés. Du coup, on préfère se débrouiller autrement pour conserver les recettes.

Il ne faut surtout pas avoir le gouvernement comme client. Il ne te paie pas mais pour les impôts, il ne t'oublie pas.

Mes businesses tournent, même si j'ai des soucis de trésorerie à cause des banques. Dans mon cas, c'est surtout du service et pas trop d'investissement. Mais je pense que je vais faire comme tout le monde ici : réinvestir ce que je gagne ailleurs.

Le pétrole va remonter un jour, et je serai prêt ; les expatriés reviendront ; la construction, le *catering* pour les pétroliers, l'hôtellerie, tout ça repartira. Mais les Congolais ne seront pas plus riches qu'avant parce que leur gouvernement percevra plus d'impôts là-dessus... »

C'est le soir. Il se fait tard. Je reprends ma lecture, *Le bateau-usine*. Nous sommes très loin dans l'espace et le temps des Etats-Unis, de la France et du Congo. Ce Zola de la mer, écrit en 1929, raconte l'histoire de marins et pêcheurs japonais près des côtes russes du Kamtchatka. Le bateau-usine produit des conserves de crabe. C'était des zones de non-droit, des usines qui ne suivaient ni les règles de la navigation ni les règles

industrielles.

« *Tous les bateaux-usines étaient délabrés. Pour un patron dans son bureau de Tôkyô, qu'est-ce que la mort de travailleurs en mer d'Okhotsk ? Quand le capitalisme ne peut plus se satisfaire des seuls revenus ordinaires, **pour peu que les taux d'intérêt baissent et que les liquidités affluent**, il se lance dans une folle course en avant. Alors, au sens propre, tous les moyens sont bons. Pas étonnant que les gens affectionnent tant les bateaux-usines, qui rapportent facilement des centaines de milliers de yens. »*

Kobayashi Takiji

Toujours et partout les mêmes bêtises répétées. Quand on vieillit, on trouve ça fatigant...

Guerre de la monnaie : faites vos jeux, rien ne va plus !

Rédigé le 2 septembre 2017 par [Simone Wapler](#)

Grande devise fiduciaire, espèces sonnantes et trébuchantes, cybermonnaie ou encore métal précieux, que choisir lors de la prochaine crise ?

Si vous prenez un peu de recul, nous vivons une époque très amusante. Nous risquons de voir les arroseurs arrosés et les tricheurs pris à leur propre piège.

Les banquiers centraux ont désormais trois ennemis, le *cash*, l'or et les cybermonnaies. Trois ennemis, trois fronts, c'est beaucoup dans une époque qui s'annonce très difficile. Demandez à Alexandre, Napoléon ou Hitler...

Les autorités cherchent à manipuler l'économie, c'est-à-dire la façon dont nous échangeons, en manipulant le prix le plus important : celui de la monnaie, de l'argent. Les autorités, mais aussi les élites, le *Deep State*, la Parasitocratie...

La « monnaie mondiale » fut pendant très longtemps l'or ou l'argent. Mais cette monnaie mondiale était difficile à trafiquer. De l'or, on en a ou pas. On peut localement donner l'illusion de multiplier une monnaie en trichant sur la masse, la pureté. Mais l'illusion se dissipe assez vite. Il est plus difficile de tricher avec la matière qu'avec un concept.

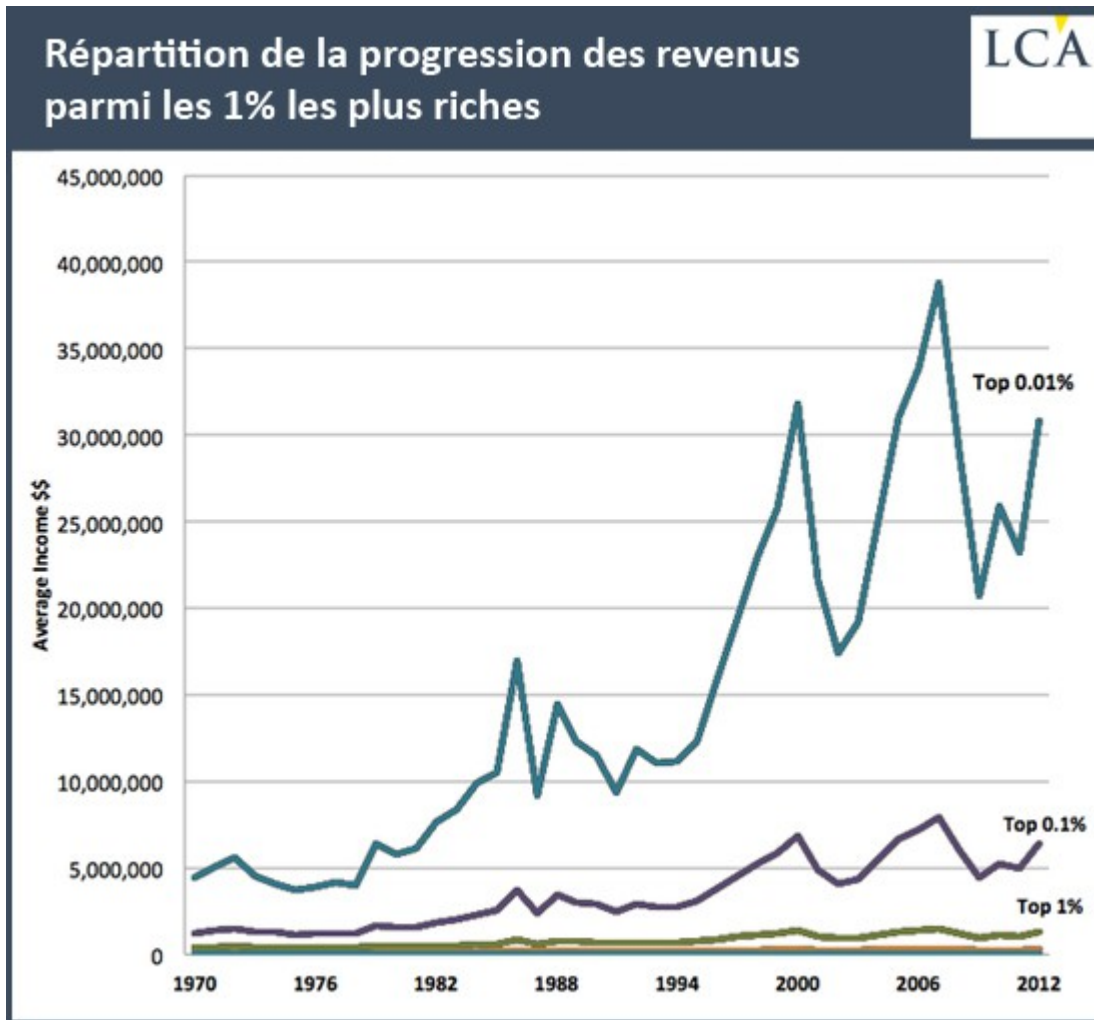
La monnaie fiduciaire repose comme son nom l'indique (pour les vieux schnocks qui connaissent encore le latin) sur la confiance, c'est-à-dire le crédit ou la croyance.

Avec une monnaie fiduciaire, on peut tricher grâce au taux d'intérêt et multiplier la monnaie à son gré. Les « autorités », les banquiers centraux, décident actuellement du taux d'intérêt au lieu de laisser les gens l'établir naturellement.

Evidemment, pour qu'une telle monnaie s'impose, il faut le concours de la force publique, de l'Etat, l'imposer, lui conférer un « cours légal », punir le faux-monnayage de la peine maximale, etc...

Le problème des manipulations monétaires c'est qu'elles n'ajoutent aucune richesse.

Elles la détournent. C'est ce qui explique que les ultra-riches continuent à s'enrichir tandis que la classe moyenne s'appauvrit. Les ultra-riches : les plus riches des 1% les plus riches...



Source World Top Income Database

Je n'ai rien contre les inégalités a priori. Toutes les inégalités ne sont pas injustes et il est normal qu'à talent égal, celui qui travaille plus s'en sorte mieux. Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Par ailleurs, la classe des 0,01%, bouge peu. On y retrouve d'année en année les mêmes, et beaucoup de personnalités de la finance ou de dirigeants d'entreprises cotées.

Et les pauvres, me direz-vous peut-être, l'oeil sourcilleux et me reprochant mon manque de sens social ? Les pauvres sont difficiles à voler puisqu'ils sont pauvres — et dans les pays développés ils sont moins nombreux qu'on veut bien le dire. C'est pour cela que les prédateurs de la Parasitocratie préfèrent se concentrer sur la classe moyenne, quitte à abandonner quelques miettes aux pauvres en expliquant à tout le monde qu'ils pratiquent la « justice sociale ».

C'est l'effet Cantillon : plus proche vous êtes de la source de création monétaire, plus

vous en profitez. Plus loin vous en êtes, plus elle vous nuit.

Mais revenons à notre « guerre de la monnaie ». Les inégalités devenant criantes, les manigances des banquiers centraux commencent à être moins bien vues et le doute commence à monter.

Lorsque la prochaine crise éclatera, les gens voudront se dégager des monnaies frelatées.

Le *cash* ? La Parasitocratie se démène pour le mettre hors la loi.

Ce faisant, elle fait le jeu des cryptomonnaies qui ne sont pas contrôlées par un gouvernement ou une banque centrale et conçues pour ne pas être inflationnistes.

Interdire les cryptomonnaies ? Le risque serait alors de pousser les particuliers vers l'or (et l'argent-métal) qui sont des monnaies mondiales, elles aussi décentralisées et pas inflationnistes.

Interdire à la fois le *cash*, l'or et les cryptomonnaies ? Cher lecteur, vous n'auriez pas une vision un peu « complotiste » ?

Pour poursuivre votre réflexion, voici un extrait du dernier livre de Jim Rickards sur le « pouvoir de l'or » et son rôle éventuel dans une prochaine crise.

Le retour prochain d'une crise ?

Rédigé le 4 septembre 2017 par [Nicolas Perrin](#)

L'interprétation par les marchés des déclarations méticuleusement rédigées des autorités monétaires est lourde de conséquences. A quand le prochain krach 2017 ou 2018 ?

Pour nos banquiers centraux occidentaux : youpi, la crise est finie ! L'été fut l'occasion pour les dirigeants des deux plus grandes banques centrales occidentales de tenir des propos très catégoriques.

Du côté de la Fed, Janet Yellen déclarait le 27 juin : « je ne crois pas que nous verrons une autre crise de notre vivant ».

En Europe, Mario Draghi confirmait le point de vue de son homologue américaine en déclarant le 23 août que « la politique monétaire non-conventionnelle a été une réussite des deux côtés de l'Atlantique mais des lacunes demeurent dans la compréhension de ces instruments relativement nouveaux, nécessitant un approfondissement de la recherche ».

Ces déclarations viennent-elles clore l'histoire des crises, dont la théorisation avait commencé avec Sismondi, l'économiste suisse de la première moitié du XIXe ?

Rejeter cette hypothèse, c'est envisager soit que les banquiers centraux puissent être ignorants, soit qu'ils ne s'adressent non pas à notre intelligence mais à notre ignorance, au travers de déclarations aussi culottées que fumigènes.

Entre ces trois possibilités, à vous de choisir, cher lecteur. Mais je vais tout de même vous dire ce que j'en pense !

De la vanité des prévisions

Commençons par rappeler que personne ne connaît l'avenir. Pas même l'intelligence artificielle ne parviendra à changer cet état de fait. Néanmoins, vous connaissez sans doute ce grand principe qui fait le succès des commentateurs se risquant régulièrement à l'exercice des prévisions : à force d'en émettre, on ne finit toujours pas avoir raison ! Comme le veut l'adage, une pendule arrêtée ne donne-t-elle pas l'heure juste deux fois par jour ?

L'histoire des conjectures est donc jalonnée de succès étourdissants d'exactitude et d'échecs cinglants.

Le 5 septembre 1929, l'entrepreneur et économiste américain Roger Babson déclarait devant une assemblée de chefs d'entreprise : « tôt ou tard, un krach va se produire et il pourrait être énorme ». Quelques heures plus tard, le Dow Jones dévissait d'environ 3%, avant de s'effondrer le jeudi 24 octobre. Signe annonciateur pour certains, opportunité d'achat pour (beaucoup) d'autres, le « Babson Break », point de départ du krach de 1929 et de la Grande Dépression, fut annoncé avec une précision saisissante.

Bien plus malheureuse fut la prévision de Nicolas II, Tsar de toutes Russies, souhaitant une bonne année à son peuple en décembre 1916 : « l'année 1916 a été tellement désastreuse que l'année 1917 sera certainement meilleure ». Un an et demi plus tard, les bolcheviks exécutaient Nicolas II aux côtés de son épouse, son fils, ses quatre filles, le médecin de famille, son domestique personnel, la femme de chambre et le cuisinier.

Des institutions en désaccord

Toutes les institutions ne sont pas aussi optimistes que Janet Yellen et Mario Draghi, loin s'en faut.

Le 3 juillet, l'AMF publiait sa Cartographie des risques pour l'année 2017, résumée dans ce tableau de synthèse :

	Description des risques	Niveau mi-2017	2017-2016	Perspectives 2018
Stabilité financière	1. Relèvement des primes de risque, fragilisant les acteurs endettés ou ayant des actifs dont les prix, ne reflétant pas leurs données fondamentales, pourraient être brutalement corrigés <i>Observations de faibles primes de risque, d'une volatilité basse, de valorisations élevées</i>	Systemique	→	→
	2. Manque de coordination dans les politiques monétaires ou budgétaires, manque de coordination dans les ajustements réglementaires du secteur financier <i>Brexit et élection de Donald Trump : hausse du risque de concurrence réglementaire</i>	Significatif	↗	↗
	3. Risque de crédit, trajectoires de dette insoutenables, prêts non performants <i>Hausse des taux d'intérêt sous l'influence américaine</i>	Élevé	↗	→
Organisation et fonctionnement des marchés	4. Volatilité, variations brutales des conditions de la liquidité, mouvements de grande ampleur des investisseurs d'une classe d'actifs à l'autre <i>Résistance des marchés malgré les chocs de l'année 2016</i>	Significatif	↘	→
	5. Renforcement des besoins en collatéral de bonne qualité, avec un risque de réutilisation et de transformation mal maîtrisée, face à une offre de collatéral potentiellement rare localement en cas de stress <i>Dysfonctionnement du marché du repo fin 2016</i>	Significatif	↗	→
	6. Fonctionnement des infrastructures de marché <i>Chambres de compensation (régime de redressement ; localisation de la compensation en euro avec le Brexit)</i> <i>Risque de cyber-attaques à visées criminelles ou idéologiques</i>	Élevé	→	↗
Financement de l'économie	7. Profitabilité des institutions financières confrontées à un environnement de taux d'intérêt bas et à un environnement économique encore fragile <i>Effet favorable de la repentification de la courbe des taux</i>	Significatif	↘	→
	8. Accès difficile des entreprises, et notamment des PME, aux marchés financiers	Significatif	→	→
	9. Manque de protection des épargnants en cas de mauvaise information sur les risques associés à certains placements ou certains canaux de distribution <i>Protections apportées par le législateur (loi Sapin II)</i>	Significatif	↘	→



Systemique
Élevé
Significatif
Faible

EN BLEU : principales informations nouvelles amendant le diagnostic

Variation du risque depuis 2016 ou perspectives 2018

↘	En baisse
→	Stable
↗	En hausse

Je passe sur les cinq risques que l'AMF estime simplement significatifs (niveau jaune). Pour ce qui est du risque de crédit (avec les questions des prêts « non-performants »), il est estimé en augmentation et jugé « élevé » (orange), tout comme le risque portant sur le fonctionnement des infrastructures de marché. L'AMF estime enfin que « le risque d'une hausse brutale des taux d'intérêt, dans un contexte de hausse de l'endettement privé et de faiblesse des primes de risque » est au niveau... « systémique » (rouge) !

Trois jours plus tard, Francois Villeroy de Galhau, le Gouverneur de la Banque de France, mettait en garde le gouvernement face au risque qui pèse sur la dette souveraine :

REUTERS #Trump #HurricaneHarvey #Energy&Environment #SpecialReport #NorthKc



#BUSINESS NEWS JULY 6, 2017 / 2:13 PM / 2 MONTHS AGO

French central bank chief warns of sovereign debt risk

Leigh Thomas

3 MIN READ



On pourrait me répondre que ces craintes sont très franco-françaises. Pas du tout. Voici ce que titrait Capital le 6 juillet :

LE FMI BRANDIT LE SPECTRE D'UNE CRISE FINANCIÈRE BRUTALE

LCA

PUBLIÉ LE 06/07/2017 À 8H07 | MIS À JOUR LE 06/07/2017 À 12H30



POOL/AFP/Archives/JONATHAN ERNST

Incertitudes politiques, fragilités du secteur financier, déréglementation... Le Fonds monétaire s'alarme des risques de ralentissement de la croissance, évoquant même le scénario d'une crise financière d'ampleur.

Mais bon, pas de quoi affoler Janet et Mario, apparemment...

Nombre d'analystes vedette ne sont absolument pas convaincus par les déclarations des banquiers centraux

Faute de pouvoir être exhaustif dans ce genre d'exercice, je vais prendre un exemple étranger, et un exemple français pour illustrer le scepticisme.

Commençons avec Steve Keen, professeur à l'Université Kingston de Londres où il dirige le département Économie, histoire et politique. L'économiste australien, quoique post-keynésien, ne croit pas une seconde à la déclaration de Janet Yellen.

Bruno Bertez explique : « son analyse des crises, fondée sur une analyse serrée et modélisée de Minsky, a eu le mérite de subir avec succès l'épreuve de réalité car il a bien prédit de façon argumentée et modélisée celle de 2008. » Dans son ouvrage *Can we avoid another financial crisis?* [« Pouvons-nous éviter une autre crise financière », NDLR], publié cette année, Keen explique que la crise est inéluctable car endogène au système.

Le lendemain de la déclaration de Yellen sur la fin des crises, il expliquait sur [Forbes](#) qu'une telle conviction est « délirante », dans la mesure où les crises financières ne sont aucunement

« des évènements dus au hasard, causés par quelque chose en dehors de l'économie » mais sont « une manifestation de la nature intrinsèque des économies capitalistes », « qui peuvent être anticipées grâce aux tendances de la dette privée [...] », comme l'expliquait l'économiste américain Hyman Minsky.

Déjà dans mon livre publié en 2013, je vous parlais du « Moment Minsky », ce moment où les investisseurs surendettés sont forcés de vendre massivement un actif donné pour faire face à leurs besoins de liquidité, déclenchant ainsi une baisse auto-entretenue de son prix.

Janet Yellen n'a certainement pas lu mon livre. Mais Steve Keen fait remarquer l'ironie de la situation en rappelant que le 16 avril 2009, Janet Yellen donnait un discours intitulé... « Moment Minsky : leçons pour les banquiers centraux » ! Voici sans doute un indice qui vous aidera à prendre position sur la question que je posais en préambule à cet article. Ces déclarations ne s'appuient pas sur l'ignorance.

Nous poursuivrons demain avec un exemple français.